

Un quart de siècle d'histoire de la Société suisse de Statistique et d'Economie politique 1939-1964

par Frédéric Scheurer, professeur à l'université de Neuchâtel

I. Considérations générales

Le 9 mai 1964, la Société suisse de Statistique et d'Economie politique célébrait en une séance solennelle tenue à l'Aula de l'Université de Berne le centième anniversaire de sa fondation. Cette étape mémorable de la vie de notre Société devait être marquée, dans notre Revue, par un coup d'œil rétrospectif que nos collègues du Comité ont bien voulu nous charger de rédiger. On nous demanda cependant de limiter notre exposé aux vingt-cinq dernières années, car des études historiques très complètes furent publiées dans ces mêmes colonnes d'abord sur les cinquante premières années par le D^r *Hermann Baechtold* de Bâle (*Journal suisse de Statistique*, année 1914, page 34) et sur les vingt-cinq années suivantes par le professeur *Fritz Mangold*, également de Bâle (*Journal de Statistique et Revue économique suisse*, 1939, page 397); ce dernier article n'est pas signé, mais M. Mangold était alors rédacteur de la Revue.

Nous nous en tiendrons donc aux instructions de nos collègues, quoique nous eussions été très tenté de faire une étude qui s'étendît sur le siècle tout entier. Le problème des origines et les péripéties qui marquent l'existence d'une entité éveillent en effet toujours vivement notre curiosité.

La Société suisse de Statistique et d'Economie politique n'a pas échappé à la grande loi de l'évolution. Son histoire offre, elle aussi, des métamorphoses très intéressantes à suivre. Pour nous conformer à la tâche qui nous a été confiée, nous nous bornerons cependant à rappeler ici quelques traits caractéristiques du passé plus lointain de notre Société.

Faisons d'abord une constatation particulière: c'est celle de la part importante prise par des astronomes dans le développement de la statistique en général. *Quételet*, le grand statisticien belge, fut astronome, et c'est sans doute en partie grâce aux relations amicales qu'entretenait avec lui l'astronome *Adolphe Hirsch*, premier directeur de l'Observatoire de Neuchâtel, que germa dans l'esprit de ce dernier, en 1863, l'idée de créer une Société suisse de statistique. Adolphe Hirsch s'approcha des dirigeants de la Société suisse d'utilité publique chez qui il trouva un écho très favorable.

Les animateurs de cette société ressentaient vivement l'inconvénient de n'avoir pas de données numériques qui leur permettent de travailler en connais-

sance de cause dans les domaines où ils entendaient exercer leur action, à savoir : développer le bien-être de la population, en augmenter le degré de culture, lutter contre le paupérisme, réduire la criminalité, améliorer la santé publique et plus généralement œuvrer pour le bien du peuple suisse. Ils comprirent tout de suite les secours que pouvait leur apporter l'information statistique dans la réalisation de leur but empreint de générosité et poursuivi sur un terrain essentiellement pratique.

Fait significatif, c'est un pasteur, *J. L. Spyri*, de Zurich, qui était alors membre du Comité de la Société d'utilité publique, qui devint le premier président de la Société suisse de Statistique, fondée définitivement le 19 juillet 1864.

L'intérêt que prirent les astronomes au développement de la statistique nous paraît revêtir une grande signification. En effet, il semble au premier abord qu'il s'agit d'une discipline aussi éloignée que possible des préoccupations professionnelles et scientifiques de l'astronome. A la réflexion, cela paraît moins surprenant. Le fait que des *Quételet* et des *Hirsch* avaient pour profession de sonder les grands espaces froids de l'univers n'avait nullement éteint la chaleur de leur cœur et ils étaient capables de sympathie à l'égard de leurs semblables. *Adolphe Hirsch* notamment était une nature très généreuse, toute pénétrée de la notion de l'intérêt général. Son amour de la science n'avait d'égale que sa joie à œuvrer pour le bien de la communauté. D'autre part, l'astronomie est une science où les phénomènes essentiellement mécaniques (au sens déterministe qu'avait, il y a cent ans, cette épithète) donnent prise à des mesures d'espaces et de durées qui s'étaient révélées aussi sûres qu'efficaces. Les calculs des astronomes leur permettaient en effet de formuler, sans se tromper, d'étonnantes prévisions. La génération des *Quételet* et des *Hirsch* fut aussi celle qui crut le plus fermement au positivisme. Il était donc assez naturel, somme toute, que ces savants songeassent à étendre au domaine social l'idée de mesure, voire de mesure exacte laquelle devait, selon les esprits du milieu du XIX^e siècle, permettre la *prévision*.

Aussi, beaucoup de statisticiens, dans le monde d'alors, croyaient-ils fermement à la mission de la statistique de prévoir l'avenir sur le plan social. C'était là précisément l'un des aspects du principe déterministe qui dominait les intelligences. De là, à vouloir appréhender la phénoménologie sociale par les techniques de la mesure et à offrir à ceux qui agissaient sur le plan social les moyens de cette mesure, il n'y avait qu'un pas. Il fut hardiment et d'ailleurs glorieusement franchi – on vient de le voir – par des astronomes de valeur à qui se joignirent du reste de nombreux mathématiciens d'orientations diverses, recueillant l'approbation et la reconnaissance des hommes d'Etat et plus généralement de ceux que passionnait la chose publique.

Il faut d'ailleurs se rappeler que, dans l'ancien et le nouveau monde, la statistique bénéficiait à cette époque d'un véritable enthousiasme. A l'instar de la Royal Statistical Society, fondée à Londres en 1833, et de l'American Statistical

Association, créée à Boston en 1839, se formaient notamment dans les années soixante, et dans le monde entier, de nombreuses sociétés destinées à promouvoir la statistique. L'une des plus brillantes d'entre elles, celle de Paris, vit le jour en 1860. La fondation de notre Société suisse, en 1864, était donc, en quelque sorte, « dans l'air ».

On pensait, au début, en faire une sorte d'Institut de statistique qui procéderait lui-même à des relevés statistiques et à leur publication. Les membres se mirent eux-mêmes bénévolement au travail. Il est vrai que l'on avait créé quelque temps auparavant – en 1860 – le Bureau fédéral de Statistique, mais il était si chichement doté qu'il restait place pour un Institut d'initiative privée. Le Dr *Baechtold*, dans son historique des cinquante premières années, fait mention des travaux qui furent entrepris mais dont plusieurs n'arrivèrent pas à terme malgré la ferveur manifestée au début par les membres qui s'y consacrèrent. Ces échecs furent dus à des difficultés matérielles d'exécution que l'on peut facilement imaginer. Certaines statistiques furent cependant menées à chef telle, par exemple, la statistique des bibliothèques, objet qui entrainait du reste bien dans les cordes d'un groupement s'inspirant de l'idéal d'utilité publique!

L'instrument de diffusion des travaux effectués devait être une *revue* publiée par les soins de la Société. Cette Revue parut effectivement dès la première année de l'activité de la Société. Aussi notre périodique porte-t-il aujourd'hui fièrement dans son en-tête la mention: « 100^e année ».

Suivant une évolution qui se développa assez rapidement dans tous les pays civilisés, les bureaux officiels de statistique se multiplièrent en Suisse. La Confédération et certains de ses départements ainsi que les cantons et les municipalités importantes étendirent et organisèrent de tels bureaux. Les banques et les grandes associations économiques, voire les entreprises industrielles, se mirent à dresser des statistiques régulières. Le mouvement s'étendra du reste ultérieurement aux institutions internationales. Tous ces bureaux publient les résultats de leurs recensements, établissent des tableaux de chiffres sur les matières les plus diverses, font des calculs de moyennes, de pour-cents, d'indices, établissent des calculs de corrélation, se livrent à de subtiles corrections de variations, établissent des graphiques, etc. Ils peuvent d'autant plus le faire que leurs moyens financiers sont désormais puissants et qu'ils peuvent recruter des statisticiens sortis des Universités, lesquelles se sont organisées entre temps pour les former.

Notre Société, par son action sur les esprits, a d'ailleurs favorisé ces développements et ces promotions. A-t-elle scié de ce fait même la branche sur laquelle elle était placée? Pas à proprement parler, car le développement de la connaissance statistique étant son but, elle ne pouvait que se réjouir de cette évolution. En revanche, le fait est que le but primitif de notre revue, à savoir publier des statistiques réalisées par la Société elle-même ne pouvait évidemment pas être poursuivi. La Société était incapable – avec ses moyens financiers limités – de

rivaliser avec les nouveaux venus richement dotés. Il en serait du reste résulté des doubles emplois qui eussent été absurdes.

Mais l'abandon de l'une des tâches conçues primitivement n'entama pas la raison d'être ni de la revue ni de la Société. Il n'en découla qu'un changement d'orientation. Tout d'abord, la science même de la statistique, autrement dit la théorie de la statistique, évolua et se perfectionna. Elle est actuellement encore en plein développement. La Revue fut et demeure une tribune pour ceux qui en assurent la promotion. C'est ainsi que la statistique mathématique continue à s'étendre et à s'approfondir. D'autre part, les statistiques officielles demandaient à être interprétées et utilisées pour une meilleure connaissance des phénomènes et des liaisons causales. Il y avait là, dès lors, un champ d'investigations et de publications qui justifiait pleinement le maintien de notre périodique et celui de notre organisation.

Politiquement neutres, indépendantes de toute influence intéressée, les institutions de notre Association – Revue, congrès et plus tard groupes de travail spécialisés – devinrent essentiellement des tribunes largement ouvertes aux diverses tendances, aux théories renouvelées, aux recherches variées et à l'observation objective de l'actualité sociale. Elles constituèrent un véritable forum où soufflait et où règne aujourd'hui encore – nous croyons pouvoir l'affirmer – l'esprit de science et de vérité. Mais un tel forum ne peut fonctionner que s'il est organisé, dirigé. Cela suffit déjà à justifier notre présence.

Ce n'est pas tout. Une conséquence importante de cette nouvelle orientation fut l'extension de notre activité à la science économique. Notre Société prit le nom de *Société suisse de Statistique et d'Économie politique* en 1937. En 1916, notre revue fut désignée par le titre de *Journal de statistique et Revue économique suisse* et des 1945 elle se nomme *Revue suisse d'Économie politique et de Statistique*.

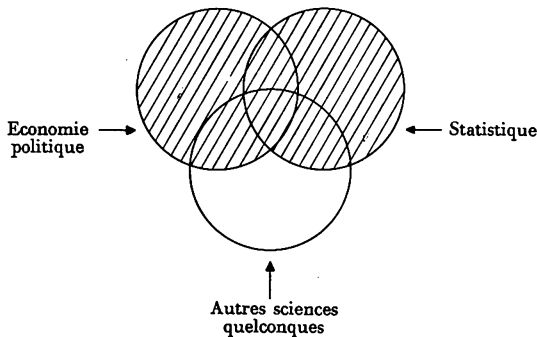
On peut se demander pourquoi la statistique, après une longue série d'années, a débouché spécialement sur l'*économie politique* et non sur quelque autre science : l'hygiène, par exemple, puisqu'on s'occupait de la santé publique vue à travers les chiffres ou la démographie ou la sociologie ou quelque autre discipline dont la statistique constitue le substratum. C'est par une pente toute naturelle que l'on en est arrivé à l'économie politique. En effet, la plupart des activités humaines et des phénomènes sociaux se *rattachent* d'une manière ou d'une autre à la *vie des valeurs* qui est par excellence l'objet de la science économique. Si l'on fait le tour des publications statistiques dans le monde ou simplement dans notre pays celles portant sur des faits qui relèvent, selon le critère indiqué, de la science économique sont évidemment les plus nombreuses : prix, importations et exportations, travail, monnaies, banques, changes, bourses, transports, finances publiques, etc. Tous ces domaines se rattachent aux phénomènes valoristiques. Mais même les mouvements de la population, la pyramide

des âges, les communautés religieuses et de nombreux autres objets appréhendés par la statistique viennent se ranger au moins parmi les *facteurs* de l'économie sinon directement parmi les phénomènes de valeur.

Du reste, nous ne sommes pas devenus *uniquement* des économistes. Nous cultivons encore la statistique en tant que telle et nous continuerons à le faire dans les cent prochaines années, du moins nous l'espérons. Notre Revue accueillera toute étude statistique valable, même si elle n'est pas de caractère économique. C'est ainsi que rien ne s'oppose à ce que nos colonnes contiennent des études statistiques qui auraient pour objet des faits relevant de la biologie, de la psychologie ou même de la physique, pourvu, bien entendu, qu'il s'agisse vraiment de statistique.

Mais, d'autre part, nos travaux de congrès et notre Revue sont ouverts désormais à des problèmes économiques qui ne reposent sur la statistique qu'accessoirement ou même pas du tout. S'agissant du domaine *économique*, l'élément *statistique* n'est plus un critère d'inclusion ou d'exclusion. Mais, étant donné la nature même de l'économie, la statistique est, dans la plupart des cas, opérante, du moins implicitement.

La situation de notre Société à l'égard des diverses sciences pourrait être illustrée par le schéma suivant où l'espace hachuré représenterait le domaine dont s'occupe notre société :



En étendant nommément à l'économie politique l'objet de ses activités, notre Société s'est étoffée. Elle est ainsi mieux à même de rendre service à la science économique suisse et même internationale et sa Revue offre un véhicule précieux pour l'expression de la pensée économique dans notre pays.

Bien entendu, cette évolution ne s'est pas faite sans quelques controverses ou même sans heurts. Les études du D^r *Baechtold* et du professeur *Mangold* ne les taisent pas. Mais il importe de considérer le résultat. Notre Société a vu grandir ses effectifs. Ses assemblées annuelles sont toujours très courues; ses travaux attirent l'attention des autorités, de la presse et du public. La Revue s'honore

d'un bon nombre d'abonnés. Nous publions, en outre, sous le nom d'« Archiv für schweizerische Wirtschaft und Wirtschaftspolitik », et en collaboration avec les Archives Economiques suisses, à Bâle, une revue en langue allemande résumant périodiquement la vie économique du pays.

Nous avons sorti en 1955 la seconde édition du « Manuel de l'économie suisse » qui est une précieuse mine de renseignements, et qui a été accueillie très favorablement.

Nous assumons aussi la publication – gratuite pour les abonnés à la Revue – d'une bibliographie périodique où les titres d'ouvrages et d'articles économiques, au sens le plus large du terme, sont catalogués par matières, ce qui constitue un instrument de travail dont on peut dire qu'il est fort apprécié.

Quatre groupements de travail tiennent de fréquentes réunions : ce sont ceux d'*économie théorique*, de *statistique*, d'*économie d'entreprise* et enfin – création de 1961 – de *recherche opérationnelle*.

Notre centenaire se porte donc excellemment. Elle occupe une place honorable parmi les grandes sociétés scientifiques de notre pays et son utilité est reconnue par l'opinion.

C'est l'occasion d'adresser une pensée de reconnaissance à ceux qui l'ont tenue sur les fonds baptismaux. Dans la Revue de la Société suisse d'utilité publique, son président vient de rappeler ces débuts héroïques. C'est l'occasion pour nous de féliciter à notre tour la Société d'utilité publique qui fut notre marraine. Nous l'assurons que nous demeurons toujours dans les sentiments d'antan et que notre but est aujourd'hui, comme il y a cent ans, de servir le pays en servant la science.

L'heureux état de chose qu'il nous est permis de constater aujourd'hui est donc le fait de cent ans d'évolution dont nous allons maintenant examiner plus en détail les vingt-cinq dernières années.

II. Assemblées générales

Nos assemblées générales constituent l'un des aspects essentiels de nos activités.

Le Comité apporte à leur préparation une sollicitude particulière. Ces congrès comprennent la présentation de plusieurs conférences, souvent sur un sujet unique mais traité de plusieurs points de vue. Dans le choix des orateurs, les dirigeants de la Société visent d'abord à ce que la science y trouve son compte. Ensuite, ils veillent à ce que les thèses des principaux milieux économiques intéressés puissent se manifester, la lumière jaillissant généralement de la confrontation d'opinions ou de convictions diverses, en tout cas de l'audition de faits éclairés de diverses manières et dont la comparaison se révèle généralement très instructive. Comme le congrès ne vote pas de résolutions sur les problèmes traités, nos assemblées n'ont rien d'un parlement. L'ambiance y est sereine,

courtoise, implicitement orientée vers une recherche honnête et scientifique de la vérité.

Les *sujets* sont généralement choisis parmi les problèmes d'actualité. La voix de la science et de l'étude objective trouve ainsi le moyen de se faire entendre du public cultivé et des autorités et maintes suggestions qui se sont dégagées de travaux ou de discussions qui ont eu lieu à nos séances se sont répercutées implicitement ou même parfois explicitement dans les mesures gouvernementales, dans les travaux du parlement ou dans la politique des grandes associations économiques. Les travaux de nos assemblées sont suivis par de nombreux membres des Administrations. L'écho en parvient aux autorités par leurs délégués ou par la presse et la Revue.

L'énumération des sujets traités pendant le dernier quart de siècle illustre bien les principes d'actualité et d'intérêt général qui président à la détermination des thèmes de nos congrès.

Sujets traités en assemblée générale, de 1939 à 1964

Notre énumération commence cependant par un vide. En raison des événements politiques et de la mobilisation, il n'y eut pas d'assemblée en 1939 et en 1940. Mais, malgré les dangers qui nous menaçaient, malgré les bouleversements économiques qu'entraîna notre situation au milieu d'une Europe en feu, la vie continuait. Nous nous installâmes dans la guerre et notre Société tint de nouveau régulièrement ses assemblées dès 1941. En voici la chronologie :

Date	Lieu	Thème traité	Orateurs principaux
6/7 VI 1941	Lucerne	Le revenu national suisse	PD. D ^r Julius Wyler, adjoint au bureau fédéral de statistique, Berne Prof. Oscar Howald, directeur de l'Union suisse des paysans, Brougg D ^r E. Ackermann, directeur du Bureau de la statistique de la Banque Nationale Suisse, Zurich D ^r F. Bernet, Zurich A. P. Meyerhans, Conseiller national, Zurich
10/11 X 1942	Aarau	Problèmes d'après-guerre de l'économie suisse	Prof. D ^r Valentin F. Wagner, Bâle D ^r A. Wilhelm, Bâle D ^r Willy Spühler, Conseiller national, Zurich D ^r F. Wahlen, Conseiller aux Etats, Berne

Date	Lieu	Thème traité	Orateurs principaux
25/26 VI 1943	Neuchâtel	La réforme des finances fédérales	Prof. D ^r E. Grossmann, Zurich Prof. D ^r C. Higy, Berne M. O. de Chastonay, directeur de la Banque cantonale du Valais, Sion
23 VI 1944	Frauenfeld	Le problème du plein emploi	Prof. D ^r E. Böhler, Zurich Prof. D ^r Fritz Marbach, Berne Prof. D ^r Jacob Lorenz, Fribourg
22/23 VI 1945	Sion	La politique des prix après la guerre	D ^r Per Jacobson, conseiller économique de la Banque des règlements internationaux, Bâle X D ^r Walter Kull, directeur de l'Office de statistique du canton de Bâle-Ville, Bâle P.-R. Rosset, professeur à l'EPF, Zurich, et à l'Université de Neuchâtel
28/29 VI 1946	Saint-Gall	Formation du capital et investissements	Prof. D ^r Ed. Kellenberger, Saint-Gall PD. D ^r Emile Küng, Saint-Gall
19/20 IX 1947	Montreux	Salaires et prix	Prof. D ^r A. Amonn, Berne PD. D ^r A. Jung R. Pahud, chef de l'Office fédéral du contrôle des prix, Territet Prof. D ^r V. F. Wagner, Bâle
28/29 V 1948	Brunnen	La position de la Suisse dans l'économie mondiale	Prof. D ^r Theo Keller, Saint-Gall M. le Ministre W. Stucki, Berne M. Gérard Bauer, conseiller de Légation, Paris
27/28 V 1949	Schaffhouse	La protection de l'agriculture suisse	D ^r A. Koller, chef du Bureau fédéral de la statistique, Berne D ^r Heinrich Wanner, Zurich D ^r Charles La Roche, Zurich
22/23 IX 1950	Locarno	La renaissance de la concurrence	Prof. D ^r E. Böhler, Zurich Prof. D ^r Walter Adolf Jöhr, Saint-Gall
1 ^{er} /2 VI 1951	Ragaz	Problèmes des cartels	Prof. D ^r Franz Böhm, Francfort s/M. Prof. D ^r Fritz Marbach, Berne
23/24 V 1952	Bürgenstock	La Suisse et la coopération économique de l'Europe occidentale	Prof. D ^r H. Bachmann, Saint-Gall Prof. William E. Rappard, Genève

Date	Lieu	Thème traité	Orateurs principaux
15/16 V 1953	Vevey	Les changements de structure du marché suisse des capitaux	Prof. Jean Golay, Lausanne D ^r Eugen Roesle, secrétaire de l'Association suisse des banquiers, Bâle D ^r E. Ackermann, Zurich, ancien directeur de la Banque Nationale Suisse
28/29 V 1954	Bâle	La productivité	Prof. D ^r Max Weber, Wabern-Berne Prof. Walter F. Dänzer, Zurich Prof. D ^r Christian Gasser, Schaffhouse
20/21 V 1955	Interlaken	L'aménagement du réseau des routes principales suisses	PD. D ^r R. Ruckli, vice-directeur à l'Inspection fédérale des travaux publics, Berne Prof. D ^r H. R. Meyer, délégué aux questions économiques du Département fédéral des Postes et des Chemins de fer, Berne
11/12 V 1956	Fribourg	Problèmes de l'évolution de la population	D ^r A. Koller, directeur du Bureau fédéral de statistique, Berne Prof. D ^r Walter Wegmüller, Berne D ^r Franz Lütolf, Saint-Gall Prof. D ^r Wilhelm Bickel, Zurich Prof. D ^r H. Ulrich, Saint-Gall
31 V/1 ^{er} VI 1957	Soleure	La Suisse dans la haute conjoncture	Prof. D ^r Jürg Niehans, Zurich Prof. D ^r Paul Keller, Zurich
16/17 V 1958	Glaris	Problèmes de l'économie énergétique suisse	Prof. Henri Rieben, Lausanne D ^r Fritz Wanner, directeur des Usines électriques du canton de Zurich Prof. D ^r Bruno Bauer, EPF, délégué du Conseil d'administration de la Suisatom, Zurich
8/9 V 1959	Lugano	Problèmes économiques du logement en Suisse	Prof. D ^r Wilhelm Bickel, Zurich Prof. D ^r Hugo Sieber, Berne Prof. D ^r Marcel Grossmann, Zurich
27/28 V 1960	Lucerne	L'intégration économique de l'Europe et la Suisse	Prof. D ^r Alfred Bosshardt, Zurich D ^r Peter Aebi, Zurich Prof. Maurice Byé, de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Paris

Date	Lieu	Thème traité	Orateurs principaux
12/13 V 1961	La Chaux-de-Fonds	La monnaie et le crédit dans une économie croissante	Prof. D ^r H. G. Bieri, Berne Prof. D ^r Francesco Kneschaurek, Saint-Gall Prof. Jacques L'Huillier, Genève
1 ^{er} /2 VI 1962	Zoug	La plus-value foncière	D ^r Christian Gasser, administrateur-délégué, Bienne D ^r W. Neukomm, Brougg M. Francis Yaux, directeur adjoint de la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne
24/25 V 1963	Lausanne	Les instruments d'une politique suisse de la conjoncture	Prof. D ^r Friedrich A. Lutz, Zurich Prof. Henry Laufenburger, Genève Prof. D ^r Pierre Gœtschin, Lausanne PD. D ^r Alfred Nydegger, Saint-Gall
8/9 V 1964	Berne	Tendances actuelles de la recherche en sciences économiques Cérémonie du centenaire: Allocution Conférence: Pensées sur l'économie dans cent ans	Prof. D ^r G. Bombach, Bâle Prof. D ^r H. Guth, Bâle Prof. D ^r Müller, Berne M. J.-P. Boss, ingénieur, Paris M. le Conseiller fédéral Schaffner, Berne Prof. D ^r W. A. Jöhr, Saint-Gall

L'examen de la chronologie de nos assemblées générales appelle diverses réflexions. Si, en 1941, le choix du thème: « Le revenu national suisse » témoigne d'une étonnante sérénité scientifique au milieu des problèmes vitaux qui nous assaillaient à cette époque: approvisionnement en denrées de première nécessité, politique des prix, dépenses militaires, endettement, etc. ..., nous reprîmes dès 1942 contact avec des problèmes actuels ou du moins suggérés par l'actualité. Il est à noter que le *futur* nous préoccupa à plusieurs reprises. Aussi peut-on affirmer à l'encontre d'une assertion du professeur *Guitton* que, de nos jours du moins, l'économie se pense d'abord et se vit ensuite. Il est vrai que la réalité se développe parfois bien différemment de ce que les esprits les plus avisés imaginaient sur la base d'extrapolations parfaitement plausibles. Ainsi les appréhensions que partageaient la majeure partie de nos membres au sujet d'une crise de chômage qui se déclarerait à la suite de la démobilisation des armées ne se justi-

fièrent pas. La nécessité des mesures préconisées pour promouvoir des possibilités de travail et le rôle que devaient jouer, dans cette politique, les travaux publics ne se confirmèrent pas. Visiblement on avait sous-estimé d'une part l'influence des effets de la leçon de la précédente après-guerre ainsi que d'autre part les répercussions, sur les esprits des dirigeants de la politique économique et financière mondiale, des théories de *Keynes!*

Une autre observation que l'on peut faire au sujet de nos assemblées générales a trait à l'influence que peuvent avoir nos débats sur la politique gouvernementale. Cette question s'est parfois posée, notamment dans les rangs des comités. Il va de soi que cette influence est très difficilement mesurable. Mais il est permis de penser qu'elle existe. Nous citerons ce seul fait que, parmi les orateurs que nous avons mentionnés, trois sont devenus ultérieurement Conseillers fédéraux. On peut difficilement imaginer que leur effort de pensée synthétique et que les discussions auxquelles donnèrent lieu leurs exposés, soient restés sans effet sur leur religion et, par conséquent, sur leur action au sein du gouvernement, sans compter que d'autres participants aux travaux et aux discussions occupent des postes importants dans l'administration de l'Etat.

III. Revue

La Revue suisse d'Economie politique et de Statistique qui depuis de nombreuses années paraît tous les trimestres est l'une des manifestations les plus tangibles de la vitalité de notre Société. Hormis les articles de fond, elle contient régulièrement des comptes rendus où sont analysés les ouvrages qui paraissent. Elle publie également des sommaires de revues qui constituent des répertoires très précieux pour le travail notamment des chercheurs et du corps enseignant supérieur. Il en résulte un tableau très complet de l'évolution de la pensée et de la technique économiques et statistiques.

Les travaux présentés aux assemblées générales ainsi que les discussions qui les suivent y sont également publiés.

La rédaction de la Revue comporte de toute évidence une grande responsabilité, un jugement sûr et beaucoup de tact, car d'une part, il importe que les publications soient d'un niveau scientifique et, d'autre part, il faut éviter de décourager les bonnes volontés. La fonction de rédacteur a été remplie depuis 1926 par le professeur *Mangold* de l'Université de Bâle avec une maîtrise que chacun se plut à reconnaître. Le professeur *Mangold* nous fut enlevé le 25 mars 1944. Il fut remplacé par le professeur *Valentin F. Wagner*, également professeur à l'Université de Bâle, qui fut rédacteur de la Revue dès le décès de M. *Mangold* et jusqu'en 1959. M. le D^r *Valentin F. Wagner* qui, malgré son état de santé précaire dans les dernières années de sa vie, avait assuré la rédaction de la Revue avec une parfaite distinction, décéda en 1959.

Le professeur *Jürg Niehans*, de l'Université de Zurich, assura aussitôt la relève et il fut confirmé dans ses fonctions le 27 mai 1960. Avec un talent digne de ses prédécesseurs, il dirige aujourd'hui notre publication centenaire.

A longue échéance, les matières et les thèmes traités dans une revue fournissent une indication sur le degré d'importance que les esprits donnent aux différents problèmes dont ils sont amenés à se préoccuper.

Il y a une sorte de relation fonctionnelle entre les publications d'un périodique et le monde ambiant. Aussi est-il intéressant de rechercher quelles catégories de questions et de problèmes ont été traités avec le plus d'extension.

Nous énumérons ci-dessous *dans l'ordre de l'étendue décroissante*, mesurée par le nombre de pages, les catégories de matières traitées de 1939 à 1964 dans notre Revue :

1. Théorie économique
2. Problèmes économiques généraux
3. Histoire de la pensée économique (y compris les questions traitées du point de vue sociologique)
4. Méthodologie statistique, y compris l'économétrie
5. Problèmes socio-politiques
6. Problèmes de l'économie de guerre ou en relation avec la guerre
7. Commerce, transports, tourisme
8. Politique fiscale et finances publiques
9. Problèmes démographiques
10. Problèmes monétaires
11. Statistiques économiques
12. Histoire économique et sociale
13. Economie rurale, agriculture
14. Politique du travail
15. Conjoncture, problème des crises
16. Intégration économique
17. Cartels et trusts
18. Planification et dirigisme
19. Science actuarielle, assurances
20. Marché des capitaux
21. Questions mathématiques et calcul des probabilités
22. Pays sous-développés
23. Prévision économique
24. Statistique des entreprises
25. Comptabilité nationale
26. Institutions et conventions internationales
27. Inflation
28. Politique douanière

- 29. Nationalisations
- 30. Statistique biologique
- 31. Diverses autres matières

L'étendue varie de passé mille pages pour chacune des deux premières catégories à onze pages pour la trentième, et cela pour la période de vingt-cinq années que nous avons passée en revue.

Il est significatif de constater que le goût de la spéculation théorique se trouve en tête de notre tableau. C'est dire que le problème des relations causales, dans le domaine de l'économie, continue toujours à intéresser et à préoccuper les esprits.

L'histoire de la pensée économique demeure aussi un sujet de prédilection.

La méthodologie statistique figure en bonne place et c'est là une constatation réjouissante car elle démontre que nous restons, pour une bonne part, dans le domaine de la science statistique implicitement contenue dans les intentions des fondateurs de notre Société.

Le fait que la seconde guerre mondiale se trouve incluse dans la période dont nous traitons se reflète dans le rang occupé par l'économie de guerre et ses problèmes.

La place nous manque pour commenter, au-delà de ce que nous venons de faire, la classification par rangs d'étendue des catégories de problèmes dont a traité la Revue au cours des vingt-cinq dernières années. Nos lecteurs en tireront eux-mêmes d'autres conclusions.

Si nous avons cru devoir mentionner au trentième rang la statistique biologique malgré le faible nombre de pages, c'est que nous avons voulu marquer par là, comme nous l'avons dit plus haut, que notre Revue demeure ouverte à des problèmes de statistique qui n'ont pas nécessairement de rapport direct avec l'économie.

Si sèche que soit notre énumération, nous pensons qu'elle donne une claire vue d'ensemble des centres d'intérêt auxquels répond notre Revue.

IV. Présidences

Alors qu'autrefois la présidence de la Société restait dans les mêmes mains de très nombreuses années, on modifia les règles relatives à cette fonction pour éviter les piétinements et assurer le renouvellement de l'esprit au sommet de la Société. Pour la période que nous étudions, les statuts ne permettent pas qu'une même personne reste à la présidence pendant plus de trois ans. On peut considérer que ce temps est très court mais cette mesure s'explique par une réaction contre le système d'interminables présidences dont on avait auparavant ressenti les inconvénients.

Si, pour les périodes de jadis, l'on pouvait faire coïncider les phases de l'histoire de notre Société avec les présidences presque comme on peut, dans la grande Histoire, distinguer les périodes selon les règnes, il ne saurait en être ainsi pour les vingt-cinq dernières années. A peine un président est-il installé, à peine a-t-il fait l'apprentissage de sa fonction, qu'il doit déjà passer le sceptre à son successeur. La direction de notre Association est de ce fait devenue plus proprement collégiale. Nous pensons cependant qu'il serait inéquitable de ne pas mentionner ceux qui assumèrent la fonction de président pendant les vingt-cinq dernières années. En voici l'énumération :

- 1939–1941 D^r C. Brüscheiler, directeur du Bureau fédéral de statistique
- 1941–1944 D^r E. Ackermann, directeur du Service de statistique de la Banque Nationale Suisse
- 1944–1947 D^r H. Gschwind, conseiller d'Etat de Bâle-Campagne, puis directeur général des CFF
- 1947–1949 Prof. D^r Paul-René Rosset, conseiller national, de l'EPF et de l'Université de Neuchâtel
- 1949–1952 Prof. D^r Théo Keller, recteur de l'Ecole des Hautes Etudes Economiques de Saint-Gall
- 1952–1954 Prof. D^r Eugen Böhler, de l'EPF, Zurich
- 1954–1957 Prof. Jean Golay, de l'Université de Lausanne
- 1957–1960 Prof. D^r Walter Jöhr, recteur de l'Ecole des Hautes Etudes Economiques, Saint-Gall
- 1960–1963 Prof. D^r Frédéric Scheurer, de l'Université de Neuchâtel
- 1963, en fonction : Prof. D^r Wilhelm Bickel, de l'Université de Zurich

Pour le centenaire, c'était donc un éminent spécialiste de la statistique qui se trouvait en tête de notre Société, ce qui était aussi une façon de marquer nos attaches originaires avec la statistique !

V. Membres

Le « membership » d'une société a une importance relative notamment lorsqu'il s'agit d'un groupement scientifique qui ne vise pas à l'action sur le plan politique. De fait, le nombre de nos membres accuse une relative stabilité, avec une tendance à l'augmentation au cours des vingt-cinq dernières années. D'environ 550 membres au total (individuels et collectifs) au début de la période, il augmenta assez brusquement à 700 en 1943, passa à 965 en 1947, retomba un peu au dessous de 900 dès 1951 pour remonter à 927 en 1960 et à 1137 en 1961.

Lors de l'assemblée du centenaire, le total de nos membres s'élevait à 1162, nombre record qui fait bien augurer de l'avenir de la Société, si l'extrapolation est permise dans ce domaine.

VI. Groupements

Pour être complet, il faudrait, si nous en avons la place, que notre historique s'étende encore aux groupements ayant pour objet les spécialités suivantes : économie théorique, statistique, économie d'entreprise et recherche opérationnelle. Ces groupements sont très vivants et il s'y fait un excellent travail.

Jusqu'en 1960, il existait encore un groupement pour la sociologie. Celui-ci s'est détaché de la Société pour devenir une Société suisse de sociologie autonome.

Il paraît regrettable que les sociologues qui ont, par la nature des choses, tant de liens avec les économistes et les statisticiens, aient cru devoir se détacher de la Société suisse de Statistique et d'Economie politique. Dans notre petit pays, nous devons tendre dans toute la mesure à ne pas disperser nos forces et à éviter les doubles emplois. Toute l'histoire de notre association constitue la démonstration qu'il est parfaitement possible de collaborer sur un large plan entre tenants de disciplines diversifiées mais d'une origine commune. D'autres sociétés scientifiques suisses confirment d'ailleurs cette possibilité.

VII. Conclusions

Lors de la cérémonie du centenaire, le 9 mai 1964, le professeur *W. A. Jöhr* brossa un tableau anticipé de l'économie dans cent ans. Il ne nous dit pas cependant quel serait le rôle, dans cette économie évoluée, de la Société suisse de Statistique et d'économie politique. Subira-t-elle une métamorphose comparable, par son ampleur et par sa nature, à celle qui s'est produite durant les cent ans qui viennent de s'écouler ? Si l'on en croit les prévisions de notre distingué collègue, il n'est pas possible qu'une entité comme notre Société ne subisse pas, elle aussi, des changements et des adaptations.

Cependant, l'étude de l'histoire des hommes et des institutions démontre qu'à côté des transformations il y a des *constantes*. Nous avons vu que les changements de structure n'ont pas entamé l'esprit de science et de vérité qui animait les fondateurs de la Société suisse de statistique. N'ayant pas le don d'ubiquité, les hommes devront toujours avoir recours aux statistiques pour se connaître eux-mêmes en tant qu'êtres collectifs.

En 1865 le Comité d'initiative sorti des délibérations et des décisions de la Société suisse d'utilité publique avait choisi cette devise : « La connaissance exacte des faits est la meilleure base des progrès à réaliser. » Plus que jamais, cette devise est valable aujourd'hui. Elle le sera demain encore davantage. Nous la passons à nos après-venants qui, sans doute, en éprouveront la profonde et éternelle vérité.

Les faits dont il s'agit sont les *faits statistiques*, c'est-à-dire les faits qui se dégagent de la considération des grands nombres. Dans l'avenir, plus encore que

dans le passé, le *fait statistique* est appelé à déterminer nos actions et nos politiques.

Cela n'empêche qu'il subsiste un large espace de liberté pour les humains, ce qui implique des choix pour lesquels les théories économiques demeureront indispensables. Plus que cela : la nécessité d'un idéal ne disparaîtra pas. Au contraire, dans un monde où les liens de solidarité et d'interdépendance iront en s'accroissant, l'esprit d'utilité publique qui a présidé à la naissance de notre Société sera une condition sine qua non de l'existence humaine. D'autre part, l'altruisme réaliste et pratique doit être guidé par la vérité. On dit que la science ne connaît pas de frontières. Cela devrait être vrai. Mais cela existe-t-il vraiment dans un domaine comme l'économie où les intérêts s'affrontent souvent avec virulence ? On ne l'entrevoit guère pour l'avenir, pas plus qu'on ne le vit dans le passé. Un pays de liberté et de tolérance internationale comme le nôtre est, en revanche, un lieu où la vérité sociale jouit, en fait, du maximum de protection. Aussi semble-t-il bien qu'il y aura longtemps encore un rôle à jouer pour une Société suisse de Statistique et d'économie politique !

LITERATUR / BIBLIOGRAPHIE

Ott, Alfred E.

Einführung in die dynamische Wirtschaftstheorie. Göttingen 1963. Vandenhoeck & Ruprecht. 240 S. Geb. DM 29.80

Der Verfasser hat sich der dankenswerten Aufgabe unterzogen, eine elementare Darstellung der Theorie linearer Differenzgleichungen mit Anwendungsbeispielen aus den verschiedensten Gebieten der Nationalökonomie zu schreiben. Dem Buch vorangestellt ist eine literarisch sehr gut verarbeitete Behandlung der Begriffe Statik und Dynamik. Ott schliesst sich dabei der Definition von R. Frisch an. Es folgt eine sehr klare Einführung in die Theorie der Differenzgleichungen, in der jeder Schritt ausführlich vorgeführt wird, erläutert durch numerische Rechenbeispiele. Ausser dem analytischen Verfahren wird ein neuartiges interessantes graphisches Lösungsverfahren geboten, das allerdings nur für Differenzgleichungen erster Ordnung praktikabel ist. Im letzten Teil der Arbeit finden sich Anwendungsbeispiele der dynamischen Analyse aus den Gebieten der Konkurrenzpreisbildung, der Oligopoltheorie, der Multiplikatortheorie, der Konjunktur- und Wachstumstheorie. Diese Darstellungen sind kenntnisreich und anregend auch für den auf dynamischem Gebiet bewanderten Leser.

Kritisch möchte ich anfügen, dass ich mich mit der von Ott in Übereinstimmung mit der neueren Literatur gegebenen Interpretation der Statik-Dynamik-Definition von R. Frisch nicht anfreunden kann. So schreibt Ott, wie man auch anderswo häufig liest, dass die Statik u. a. gekennzeichnet ist durch « unendlich grosse Reaktionsgeschwindigkeit » der Entscheidungseinheiten. Diese Annahme findet aber auch Anwendung in verzögerungsfreien dynamischen Modellen, die unter Zuhilfenahme von Differentialgleichungen konstruiert sind. Die Reaktionsgeschwindigkeit ist also kein zuverlässiges Kriterium für den Unterschied zwischen Statik und Dynamik.

Eine andere Unklarheit scheint mir in dem Begriff der « statischen Analyse der evolutischen Wirtschaft » zu liegen, bei der es sich um « die Ableitung des Gleichgewichtszustandes unter evolutischen Bedingungen » handelt. Gemeint ist damit ja wohl ein « moving equilibrium ». Also ist danach das Harrod-Domar-Modell oder das Solow-Modell, soweit es um die Bestimmung der Gleichgewichtswachstumsrate geht, statisch? Wenn man sich auf eine reine Wachstumsraten-Betrachtung beschränkt, sicherlich. Aber klingt das nicht sehr konstruiert? Statisch und stationär sind zwar nicht – wie z. B. bei J. S. Mill – Synonyma; aber es scheint mir doch bei genauerem Hinsehen ein statisches Gleichgewicht immer stationär zu sein, und zwar im Sinne von Konstanz im Zeitverlauf und damit Unabhängigkeit von der Zeit¹. Das schliesst natürlich nicht aus, dass die stationäre Wirtschaft einer dynamischen Analyse unterzogen werden kann, mit der z. B. die Stabilität des Gleichgewichts untersucht wird. Diese Überlegungen zeigen, dass eine klare Abgrenzung zwischen Statik und Dynamik schwierig wird, sobald man die Abgrenzungskriterien zu interpretieren versucht. Vielleicht wird die Unterscheidung klarer, wenn man wie folgt überlegt:

Zeit kommt in ökonomischen Modellen in zweierlei Form vor, als Dimension oder als Variable. Sowohl in statischen als auch in dynamischen Modellen können Variable mit der Dimension Zeit auftreten. Aber nur in dynamischen Modellen kommt die

¹ So auch R. E. Kuenne, *The Theory of General Economic Equilibrium*, Princeton 1963, S. 15.

Zeit auch als eine für das Modell *wesentliche* Variable vor, entweder als Ableitung nach der Zeit (Differentialgleichungen) oder durch Zuordnung der Variablen zu verschiedenen Zeitpunkten (Differenzgleichungen). In solchen dynamischen Modellen sind die allgemeinen Lösungen *nicht unabhängig von der Zeit*. Benutzen wir diese Definition, dann haben wir es mit einem statischen Modell zu tun, wenn darin die Zeit nicht als eine wesentliche Variable im oben beschriebenen Sinne auftritt. Das erscheint mir sinnvoller, als mit Ott zu sagen: «Eine statische Betrachtungsweise ... liegt vor, wenn sich alle Variablen des betrachteten ökonomischen Modells auf denselben Zeitpunkt bzw. dieselbe Zeitperiode beziehen» (Ott, S.11). Die Frage der Reaktionsgeschwindigkeit spielt in einem Modell, in dem die Zeit nicht als wesentliche Variable erscheint, keine Rolle. Und ferner: Ein statisches Gleichgewicht ist dann die von der Zeit unabhängige partikuläre Lösung eines dynamischen Modells, in dem die Gleichgewichtsbedingung (z. B. $S = I$) enthalten ist. So kommt z. B. das statische Gleichgewichtseinkommen

$$Y = \frac{a + I^*}{1 - b}$$

als partikuläre Lösung eines entsprechenden nicht homogenen *Samuelson*-Modells vor. Das statische Gleichgewicht und damit die statische Betrachtungsweise ist hier ein Spezialfall des dynamischen Modells, das im übrigen trotz der autonomen Investitionen I^* wegen des fehlenden Kapazitätseffekts stationär, konstant im Zeitverlauf ist.

Diese Ausführungen erheben keinen Anspruch auf Allgemeingültigkeit, die in definitorischen Dingen nur schwer zu finden ist. Gerade die Kompliziertheit sollte gezeigt werden.

Meine Einwände schränken keineswegs die Qualität des hervorragend klar und gut informiert geschriebenen Lehrbuchs ein, mit dem eine empfindliche Lücke in der deutschen Fachliteratur glücklich geschlossen wird.

Rudolf Richter

Diagnose und Prognose als wirtschaftswissenschaftliche Methodenprobleme

Hg. von Herbert Giersch und Knut Borchardt. (Schriften des Vereins für Socialpolitik, N.F. Band 25.) Berlin 1962. Duncker & Humblot. XV, 593 S. Geb. DM 66.60.

Der vorliegende, von *H. Giersch* und *K. Borchardt* herausgegebene Band enthält die anlässlich einer im September 1961 abgehaltenen Arbeitstagung des Vereins für Socialpolitik schriftlich eingereichten und den Teilnehmern geraume Zeit vor der Sitzung zugeleiteten Berichte und Diskussionsbeiträge sowie das Protokoll der Verhandlungen. Da eine abstrakte Erörterung von Methodenproblemen als wenig erfolgversprechend erschien, wurde das Thema der Arbeitstagung zum vornherein auf einen konkreten Sachbereich begrenzt, nämlich auf das Konjunkturphänomen und den Wachstumsprozess. Auf diese Weise ist ein gründlich vorbereiteter wissenschaftlicher Gedankenaustausch und ein umfang- und inhaltreiches Werk entstanden, das einen sehr wertvollen Überblick über den gegenwärtigen Stand und die Probleme der Forschung auf zwei Gebieten vermittelt, denen sowohl auf nationaler wie auf internationaler Ebene grosse Aktualität zukommt. Manche Beiträge sind auch deshalb aufschlussreich, weil sie – ausdrücklich oder unbewusst – die Schwierigkeiten und Grenzen der wirtschaftlichen Prognose kurz-, mittel- und langfristiger Art aufzeigen und aus diesem Grunde geeignet

sind, die heute vielfach übertriebenen Anforderungen und Erwartungen auf ein verantwortbares Mass zurückzuführen und vor voreiligen allgemeinen Aussagen und Schlussfolgerungen zu warnen. Zahlreiche Abhandlungen lassen ferner klar erkennen, dass zutreffende Diagnosen und fundierte Prognosen in hohem Masse vom Entwicklungsstand und von der Qualität der verfügbaren wirtschaftsstatistischen Angaben abhängen, dass jedoch auch von dieser Seite her der Erfassung der an sich erforderlichen Ausgangstatsachen und der Ergründung der wirksamen Faktoren zur Ableitung der Zukunft Grenzen gezogen sind. Der Sammelband bestätigt schliesslich, dass trotz mancher Meinungsverschiedenheiten bezüglich der Methoden und der Aussagekraft der Forschungsergebnisse eine gewisse Annäherung der Standpunkte zu verzeichnen ist. Ein Quervergleich dürfte allerdings manche Leser in ihrer Auffassung bestärken, dass noch so scharfsinnige und komplizierte Verfahren und Modelle nicht notwendigerweise zu ausgedehnteren und gesicherteren Resultaten führen müssen.

Das Gesamtthema wurde in drei Fragenkreise aufgegliedert, nämlich: Methodologie und Praxis der Konjunkturforschung, Methodenprobleme bei der Vorausschätzung langfristiger Entwicklungen, Wirtschaftsprognose und Wirtschaftspolitik. Angesichts der Tatsache, dass eine erfreulich grosse Zahl von wissenschaftlichen Beiträgen einging, liessen sich Überschneidungen und Wiederholungen nicht vermeiden, doch ist darin kein eigentlicher Nachteil zu erblicken, weil auf diese Weise die Stellungnahmen und Akzentunterschiede der Autoren noch plastischer in Erscheinung treten und sich mancherlei Präzisierungen und Ergänzungen ergeben. Aus dem gleichen Grunde ist es unmöglich, im Rahmen einer Besprechung den Inhalt dieses gehaltvollen und anregenden Bandes auch nur einigermassen wiederzugeben.

Allgemeine methodologische Ausführungen treten vor allem bei der Behandlung des ersten Fragenkreises hervor, ohne indessen immer sehr greifbare Ergebnisse zu zeitigen. Von grösserer unmittelbarer Tragweite sind jene Aufsätze, die Probleme der praktischen Konjunkturanalyse behandeln und welche die bisher erarbeiteten Lösungsmöglichkeiten aufzeigen. In diesem Zusammenhang sei besonders auf den Aufsatz von *W. Krelle* über «Möglichkeiten und Grenzen der Konjunkturdiagnose» hingewiesen, der einen gründlichen Überblick über die angewandten Hauptmethoden der Konjunkturbeurteilung (Befragungen, empirische Analyse statistischer Zeitreihen, Aufstellung und Auswertung gesamtwirtschaftlicher Modelle) und ihre Erfolgchancen vermittelt und anschliessend kurz einige Möglichkeiten der Verbesserung der Diagnoseverfahren vorführt. Unter diesem Gesichtspunkt sind auch die Beiträge von *H. O. Steffe* («Einige Thesen zur derzeitigen Praxis der laufenden Konjunkturdiagnose»), *H. Schlesinger* («Was kann die quantitative Wirtschaftsforschung als Wirtschaftsstatistik und Ökonometrie zur Konjunkturdiagnose beitragen?») und *H. Führer* («Der Beitrag von Theorie und quantitativer Wirtschaftsforschung zur Konjunkturprognose») sehr instruktiv und anregend. Alle drei Autoren heben z. B. die grosse Bedeutung des Begriffsapparats und des Systems der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung als Instrument der Konjunkturanalyse hervor.

Ein ungefähr gleich grosser Raum ist der Wachstumsanalyse und -prognose gewidmet, wobei sowohl die Global- als auch die Branchenprognosen berücksichtigt werden. Wie *G. Bombach* in seinem Diskussionsbeitrag unterstreicht, handelt es sich bei den Wachstumsprojektionen heute überwiegend um Prognosen des potentiellen Angebotes, wogegen bei den kurz- und mittelfristigen Vorausschätzungen der wirtschaftlichen Aktivität die Nachfragekomponenten im Mittelpunkt des Interesses stehen. Dies tritt z. B. in der interessanten Untersuchung von *K. Ch. Kuhlo* («Die Wachstumsprognose, insbesondere auch die Prognose der Produktivitätsentwicklung») deutlich in Erscheinung, die

von einer vollen Ausnutzung der vorhandenen Produktionsfaktoren ausgeht. Diese Voraussetzung « macht die Wachstumsanalyse zu einer Analyse des möglichen Wachstums ». Die Aufsätze von *H. König* und *W. Bauer* haben die « Probleme der langfristigen Strukturprognose und der Branchenprognosen » zum Gegenstand und vermitteln eine gute Übersicht über verschiedene Projektionsverfahren und die besonderen Schwierigkeiten, die sich bei der praktischen Durchführung solcher Analysen ergeben. Der Beitrag von *H. König* ist zugleich ein Beispiel für eine weitgetriebene statistisch-mathematische Problembearbeitung. Die beiden Abhandlungen werden durch einen gemeinsamen Beitrag von *A. Hanau* und *E. Wöhlken* über die « Probleme der langfristigen Strukturprognose und der Branchenprognosen im Agrarsektor » ergänzt.

Der dritte Abschnitt, der die Prognose als Basis der Wirtschaftspolitik behandelt, enthält drei Berichte von *W. A. Jöhr*/*F. Kneschaurek*, *J. Tinbergen* und *G. Colm* sowie einen Diskussionsbeitrag von *E. Tuchtfeldt*. Auch diese Ausführungen enthalten eine Fülle wertvoller Gedanken. Den Tagungsberichten schliesst sich in einem zweiten Teil eine von *K. Borhardt* ausgearbeitete Zusammenfassung der Verhandlungen an, die einen guten Einblick in die Diskussion gewährt und in manchen Punkten eine aufschlussreiche Ergänzung der eingereichten Aufsätze darstellt.

Der aus der Arbeitstagung des Vereins für Socialpolitik hervorgegangene Sammelband darf als ein bedeutender wissenschaftlicher Beitrag zur Klärung höchst aktueller Fragen bezeichnet werden. Die zahlreichen Untersuchungen bestätigen, dass die Vervollkommnung der Forschungsmethoden und die Verfeinerung der Prognosetechnik sowie die fortgesetzte Vermehrung des Informationsmaterials nicht zu eindeutigen Aussagen über die wirtschaftliche Zukunft führen können. Fundierte Zukunftsaussagen sind nur auf hypothetischer Basis möglich. Die Bemühungen der Wissenschaftler gehen dahin, die « Trefferwahrscheinlichkeit » zu erhöhen und den Bereich des Ungewissens soweit wie möglich einzuengen. Unabhängig davon, ob die Qualität der Prognosen noch fühlbar verbessert werden kann, ist es jedoch schon bedeutungsvoll, dass die Voraussagen alle Beteiligten innerhalb und ausserhalb der Wissenschaft veranlassen, über die Entwicklungstendenzen der Gesamtwirtschaft und der einzelnen Branchen und die Bestimmungsfaktoren nachzudenken sowie ihre Ansichten zu konfrontieren und laufend zu überprüfen.

J.-J. Senglet

Rose, Klaus

Theorie der Aussenwirtschaft. Berlin und Frankfurt am Main 1964. Verlag Franz Vahlen GmbH. XIII, 372 S. DM 45.—.

En écrivant cet important ouvrage, M. le D^r Klaus Rose, professeur à l'Université de Mayence, s'est proposé de combler une lacune: il manquait, en effet, en langue allemande une étude qui présentât une synthèse de l'état actuel de la théorie du commerce international. On doit reconnaître que l'auteur s'est acquitté très heureusement de cette tâche, qui ressortissait à l'un des domaines les plus compliqués de la science économique.

Le livre de M. Rose comporte quatre parties. La première est consacrée à la *balance des paiements*. Son propos est tout d'abord de préciser la composition des échanges et leur compensation, problèmes qui sont fondamentaux pour qui veut traiter d'économie internationale. En outre, un second chapitre y aborde la relation entre la balance des paiements et le revenu ($Y = C + I + X - M$), ainsi que les questions connexes ($S > I$ si $X > M$; $S < I$ si $X < M$).

La théorie monétaire fait l'objet de la deuxième partie. La balance des transactions courantes peut réagir à une modification du taux de change, à des changements de prix, à une évolution du revenu, voire sous la pression combinée de ces trois facteurs. M. Rose examine chacun de ces aspects. Il s'arrête plus particulièrement aux conditions d'élasticité qui influent sur le résultat d'une mesure cambiatoire; il détermine aussi l'incidence d'une dévaluation sur le taux des échanges réels et discute la notion de parité des pouvoirs d'achat. En ce qui concerne les prix, il étudie leur effet en les envisageant successivement comme variable indépendante et comme variable dépendante. A propos des revenus, le mécanisme du multiplicateur d'économie ouverte est exposé en détail, puis appliqué au cas d'un modèle comportant deux pays. Enfin, un chapitre est consacré aux effets des mouvements autonomes de capitaux sur la balance des paiements.

La troisième partie de l'étude de M. Rose est réservée à *la théorie pure*. Après un rappel de la théorie des coûts comparatifs, qui est à la base de la division internationale du travail, une section explique les courbes nationales des possibilités de production dans les trois éventualités d'une substitution avec des coûts constants, des coûts croissants et des coûts décroissants. Tout cela suppose bien sûr la connaissance de la fonction nationale de production et spécialement du rectangle d'*Edgeworth-Bowley*, dans lequel intervient l'intensité des deux facteurs considérés (pp. 190 à 231). Il faut en outre tenir compte de la demande, ce qui implique l'étude des courbes d'indifférence collectives et de leur dérivée. Alors seulement peuvent être déterminées les situations dans lesquelles les échanges vont apparaître et les quantités sur lesquelles ils porteront. Cela permet aussi de mesurer le gain national résultant du commerce. Enfin, à l'aide des courbes marshalliennes de demande réciproque et des constructions géométriques proposées par *J. E. Meade*, on est à même d'établir la relation entre l'échange international et l'équilibre économique général.

La théorie des tarifs douaniers constitue le sujet de la dernière partie. Le partage de l'incidence tarifaire entre le pays protectionniste et l'étranger dépend de l'élasticité des courbes nationales d'offre et de demande relativement à celles de l'étranger. M. Rose s'arrête spécialement au *terms of trade argument*, tel qu'il a été illustré par les travaux de *Tibor de Scitovsky* et de *Nicolas Kaldor*, et analyse les différents effets des tarifs selon l'emploi que l'Etat fait du revenu douanier. Quant au tarif optimum, il faut l'établir en fonction de l'élasticité de la demande d'importation étrangère, ainsi que *Harry Johnson* l'a démontré. Cependant, il est plus réaliste d'envisager une situation de représailles que de se borner à l'action d'un seul pays. L'issue de la guerre des tarifs conduit habituellement les deux partenaires du modèle théorique à perdre, mais il peut arriver exceptionnellement qu'un des Etats gagne relativement au libre-échange. Enfin, l'auteur expose l'effet de redistribution et l'effet protecteur des droits de douane, ainsi que leur action sur la balance des paiements et sur le revenu national.

Le volume de M. Rose a été conçu comme un traité à l'usage des étudiants allemands. A cet égard, on doit en relever l'excellente présentation didactique: tout y est expliqué patiemment, pas à pas et dans un ordre logique. Les premiers modèles sont les plus simples et, les complications s'ajoutant très progressivement, le lecteur est conduit insensiblement vers les questions les plus complexes. Dans son introduction, l'auteur dit avoir tiré tout particulièrement profit, pour la présentation de ces sujets délicats, de l'ouvrage déjà célèbre du professeur *Jaroslav Vanek* (*International Trade and Economic Policy*, Homewood/Illinois 1962), dont les grandes divisions du plan en quatre parties sont d'ailleurs presque les mêmes. Disons que le livre de M. Rose nous a paru plus facile que celui de son collègue américain: les développements y sont souvent plus détaillés, et cela

rend la lecture moins ardue que celle de l'étude de *Vanek*, dont les mérites sont pourtant grands à de nombreux autres titres. Ceux qui abordent la théorie du commerce international ne seront donc pas découragés par ce volume. Quant aux lecteurs avertis, même s'ils trouveront ici ou là la reprise de certains problèmes de base, ils sauront gré à M. Rose d'avoir mis à leur disposition un bilan complet des connaissances en la matière.

Certes, on pouvait craindre que la prudence, qui est de mise lors de la rédaction d'un cours, ait tenu à l'écart de ce travail les contributions récentes qui n'ont pas encore reçu un agrément général. Or, les publications n'ont pas manqué ces dernières années sur différents points de la théorie du commerce international. L'auteur s'est gardé de cet écueil; il a fait un choix et, chaque fois qu'il a tenu un raisonnement nouveau pour valable, il lui a accordé une place. Cela ne l'a pas empêché non plus de formuler de justes réserves à propos de certaines méthodes assez largement admises, comme par exemple au sujet de l'emploi des courbes d'indifférence collectives (pp. 242 à 244), voire de développer l'un ou l'autre aspect peu étudié, tel que le cas exceptionnel de la diminution du bien-être national à la suite d'un commerce libre (pp. 260 à 270). M. Rose nous avertit lui-même aussi qu'il a délibérément renoncé parfois à quelques aspects théoriques trop compliqués pour qu'ils trouvent leur place dans un manuel. En fait, ces évictions sont rares. C'est vraisemblablement en se réclamant d'un tel motif que l'auteur aura écarté par exemple le problème des courbes de réaction aux tarifs définies par *Harry Johnson*, question qui aurait pu être insérée à la page 330. Constatant, M. Rose a eu le souci de rappeler au lecteur le seuil qui sépare la théorie et la réalité. Ainsi, il regrette ici l'absence d'un modèle vraiment satisfaisant (p. 148) ou signale là les dangers des prémisses retenues (p. 168).

La bibliographie a été classée par chapitre, ce qui sera apprécié tout particulièrement par ceux qui travaillent sur un aspect seulement de la théorie du commerce international. Elle comporte de riches indications, qui se réfèrent néanmoins exclusivement à des publications en langues anglaise et allemande. Personne ne conteste certes la place prédominante des économistes anglo-saxons en cette matière. Est-ce pourtant une raison suffisante pour renoncer par exemple à mentionner toute contribution en langue française? En allemand, l'importante étude de *Hans Willgerodt* (*Handelsschranken im Dienste der Währungspolitik, Düsseldorf und München 1962*) et, en anglais, l'ouvrage de *Harry Johnson* (*Money, Trade and Economic Growth, London 1962*) auraient leur place dans une des listes bibliographiques. Il est vrai cependant que leur parution à une date proche du moment où M. Rose a déposé son manuscrit explique probablement cette petite lacune. On ne peut donc en tenir rigueur à l'auteur, ce d'autant que sa vaste bibliographie touche par ailleurs à tous les points en cause.

En définitive, le livre de M. Rose laisse une excellente impression. On aurait mauvaise grâce de chercher querelle pour des détails quasi insignifiants dans un ouvrage qui comporte tant de qualités et qui a trait à des problèmes si complexes. On ne peut dès lors que complimenter l'auteur pour cette large synthèse et pour sa présentation très accessible. Nos amis d'expression allemande ont de la chance de disposer désormais d'un tel traité.

Gaston Gaudard

Anderson, Oskar

Ausgewählte Schriften. Band 1 und 2. Tübingen 1963. Verlag J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). Zus. 960 S. Geb. DM 45.–

Oskar Anderson (1887–1960) war ein Schüler von *A. A. Tschuprow* und lehrte selbst in Russland, Bulgarien und seit 1947 in München. Die Herausgeber – Hans Kellner, Werner Mahr, Gerda Schneider und Heinrich Strecker – stellen in zwei Bänden die wichtigsten Arbeiten von Anderson zusammen. Die Mehrzahl der Abhandlungen wurde original übernommen und durch Photodruck vervielfältigt; dazu dienten Andersons persönliche Sonderdrucke mit etwelchen Korrekturen und Anmerkungen.

Die ausgewählten Schriften, die in chronologischer Reihenfolge wiedergegeben sind, bekunden die erfolgreiche Forschungstätigkeit Andersons. Viele Arbeiten aus Grenzgebieten der Mathematischen Statistik und der Nationalökonomie machen Anderson zum Mitbegründer der Ökonometrie. Den Korrelationsverfahren widmete er eine grosse Zahl von Beiträgen, die bis in die jüngste Zeit hineinreichen; die letzte dieser Abhandlungen befasst sich mit neuen nichtparametrischen (verteilungsfreien) Methoden der mehrfachen Korrelationsrechnung, woraus man die rege Forschung erkennt, die Anderson bis zu seinem Ableben mit den modernsten Zweigen der Mathematischen Statistik verband.

Neben der grossen Zahl von Artikeln, die hier auf 960 Seiten abgedruckt sind, ist Anderson bekannt als Verfasser der Lehrbücher «Einführung in die mathematische Statistik» (Wien 1935) und «Probleme der statistischen Methodenlehre» (Würzburg 1962).

Das Studium von Andersons Abhandlungen ist sehr aufschlussreich und vermittelt jedem Fachmann der Statistik grundlegende Kenntnisse. W. Wegmüller

Goldberger, Arthur S.

Econometric Theory. New York/London/Sydney 1964. John Wiley & Sons, Ltd. 399 p. 84 s.

Die Ökonometrie ist ein relativ junger Wissenszweig der Ökonomie. Sie befasst sich grob gesprochen mit der quantitativen Erfassung theoretisch postulierter Zusammenhänge, d. h. sie versucht die ökonomische Theorie mit empirischem Material zu füllen. Als ihre Geburtsstunde wird meist die Gründung der Ökonometrischen Gesellschaft am 29. Dezember 1930 bezeichnet. Von diesem Zeitpunkt an wurde die Forschungsarbeit, die ihren Niederschlag zur Hauptsache in Aufsätzen in der «*Econometrica*» und in Veröffentlichungen der Cowles Commission fand, stark vorangetrieben. Diese Literatur ist jedoch für Nichtspezialisten nur äusserst schwer verständlich, und die Auswahl an eigentlichen Lehrbüchern, in denen man sich die Grundkenntnisse, die zum Studium der Aufsätze nötig sind, aneignen konnte, blieb gering. Erst in den letzten Jahren, im Zuge der Konsolidierung der Ökonometrie, beginnt sich diese Lücke etwas zu schliessen. Das vorliegende Buch von *A. S. Goldberger* verdient dabei an vorderster Stelle genannt zu werden.

Das Studium der Ökonometrie setzt Kenntnisse in der mathematischen Statistik und im Matrizenrechnen voraus. Um sein Buch trotzdem einer breiteren Leserschicht zugänglich zu machen, hat Goldberger je ein Kapitel über die Grundlagen der Statistik und die Grundbegriffe des Matrizenrechnens aufgenommen. Diese beiden Kapitel sind aber nur als Einführung oder zur Auffrischung von bereits Bekanntem gedacht und

können nach seinem eigenen Dafürhalten niemals ein Lehrbuch oder eine Vorlesung auf diesem Gebiet ersetzen. Die knappe Darstellung eignet sich jedoch sehr gut zum Nachschlagen, wenn im Rahmen der späteren Ausführungen ein Begriff oder eine Beweisführung nicht ohne weiteres verständlich erscheint. Es fragt sich einzig, ob es zweckmässig war, das statistische Kapitel masstheoretisch aufzubauen. Diese Begriffe können den Anfänger verwirren und sind für das Verständnis der ökonometrischen Theorie nicht unbedingt notwendig.

Goldberger geht vom klassischen linearen Regressionsmodell aus. Er zeigt genau, auf welchen Voraussetzungen diese für kontrollierte Experimente entwickelte Theorie beruht. Die übliche Methode der Kleinsten Quadrate führt nur dann zu besten linearen unverzerrten Schätzungen der Parameter, wenn die Annahmen des klassischen linearen Regressionsmodells exakt erfüllt sind. Die besonderen Schwierigkeiten der Ökonometrie bestehen nun darin, dass kaum kontrollierte Experimente ausgeführt werden können und daher die Voraussetzungen der klassischen Theorie nur selten erfüllt sind.

Der Hauptteil des Buches befasst sich daher mit der schrittweisen Lockerung dieser Voraussetzungen und mit den Einwirkungen dieser Lockerungen auf die Schätzeigenschaften der herkömmlichen Methode und auf die Aussagekraft der üblichen Fehler-tests. Die neuen zur Auswertung unkontrollierter Experimente entwickelten Methoden werden vorgestellt, und es wird dem Leser klar gemacht, unter welchen Voraussetzungen jedes dieser Verfahren die besten Ergebnisse liefert. Unter anderem kommen dabei die folgenden Gebiete zur Sprache: Multikollinearität, autokorrelierte Abweichungen, Modelle mit verzögerter Anpassung, Fehler in den Variablen und Korrelation zwischen Abweichungen und erklärenden Variablen.

Diesem letzten Problem widmet Goldberger unter dem Titel «Systeme von simultanen linearen Gleichungen» ein eigenes Kapitel. Er zeigt, dass die klassische Methode unverzerrte Schätzungen der Parameter der reduzierten Form liefert, während die direkte Schätzung der Strukturparameter zu Verzerrungen führt. An Hand der reduzierten Form rollt Goldberger dann die Frage der Identifikation auf. Ein Modell ist genau identifiziert, wenn sich die Strukturparameter aus den Parametern der reduzierten Form eindeutig bestimmen lassen. Bei Unteridentifikation reichen die linearen Restriktionen nicht zur Berechnung der Strukturparameter aus, bei Überidentifikation liegen zu viele Restriktionen vor, die Strukturparameter sind überbestimmt.

Die verschiedenen Methoden zur Schätzung der Strukturparameter von überidentifizierten simultanen Modellen werden anschliessend vorgestellt, auf ihre Brauchbarkeit und ihren Rechenaufwand hin untersucht und miteinander verglichen (indirektes Verfahren, zweistufiges Verfahren, Verfahren der begrenzten Information, dreistufiges Verfahren und Verfahren der vollständigen Information). Alle diese Methoden liefern asymptotisch unverzerrte Ergebnisse. Für praktische ökonometrische Untersuchungen sind aber auch ihre Eigenschaften in bezug auf kleine Stichproben wichtig. Goldberger hat die Ergebnisse verschiedener Monte-Carlo-Studien zusammengetragen, die entsprechend dem beabsichtigten Rechenaufwand eine geringe Überlegenheit des zwei- bzw. dreistufigen Verfahrens zu zeigen scheinen. Die Schlussfolgerungen sind jedoch nicht ganz zwingend, da noch zu wenig Untersuchungen durchgeführt wurden.

Das Buch bietet eine ausgezeichnete Einführung ins Gebiet der Ökonometrie. Es ermöglicht jedem sorgfältigen Leser, eigene praktische Arbeiten auf diesem Gebiet auszuführen und liefert den Schlüssel zum Verständnis weiterer ökonometrischer Arbeiten. Es zeigt aber auch deutlich, dass sich jeder Ökonomiestudent im Laufe seines Studiums eingehend mit Statistik und Mathematik befassen muss, wenn er in der Lage sein will, die moderne Entwicklung der Ökonomie zu verfolgen.

New Estimates of Fertility and Population in the United States. A Study of Annual White Births from 1855 to 1960 and of Completeness of Enumeration in the Censuses from 1880 to 1960. Princeton 1963. Princeton University Press. 186 p. \$ 4.00

Obschon die Vereinigten Staaten zu den ersten Ländern gehörten, die regelmässige Volkszählungen vornahmen – die erste Volkszählung fand 1790 statt –, ist die Statistik der Bevölkerungsbewegung erst sehr spät vervollständigt worden. Sterbefälle wurden erstmals 1915 für das ganze Gebiet der Vereinigten Staaten registriert, Geburten seit 1933. Erst vor kurzem ist die Heiratsstatistik auf das ganze Land ausgedehnt worden, während selbst heute noch die Zahl der Ehescheidungen nicht für alle Bundesstaaten bekannt ist. Angesichts dieser Mängel kann man die Sterblichkeit und die Fruchtbarkeit der amerikanischen Bevölkerung im gesamten 19. und zu Beginn des 20. Jahrhunderts nur anhand der Volkszählungsergebnisse schätzen. Dabei fällt aber erschwerend ins Gewicht, dass die Volkszählungsergebnisse selbst lückenhaft sind. Vor allem im 19. Jahrhundert wurden ansehnliche Bruchteile der Bevölkerung nicht erfasst, zudem waren die Altersangaben teilweise recht ungenau.

Die Verfasser der vorliegenden Studie haben es sich zur Aufgabe gemacht, die Volkszählungsergebnisse von 1880 bis 1950 eingehend zu überprüfen, die Fehler in den Alters- und Geschlechtsangaben der weissen Bevölkerung zu ermitteln und aus den korrigierten Ziffern Schätzungen der jährlichen Geburtenzahl der Weissen für den Zeitraum von 1855 bis 1960 abzuleiten. Den komplizierten Berechnungen liegen folgende Prozeduren zugrunde: Zuerst wurden die Alters- und Geschlechtsgliederung der eingeborenen weissen Bevölkerung für jedes Altersjahr bereinigt, indem die irrtümliche Häufung der Altersangaben auf bestimmte Altersjahre korrigiert wurde. Zu diesem Zwecke verglichen die Verfasser die Volkszählungsergebnisse für jedes Altersjahr und beide Geschlechter mit den fünf vorangehenden und den fünf nachfolgenden Altersklassen. Dabei erwies sich, dass die Altershäufungen von Volkszählung zu Volkszählung in einem linearen Trend abnahmen. Während z. B. im Jahre 1890 33 Prozent der als 40 Jahre alt gemeldeten Frauen in Wirklichkeit ein anderes Alter gehabt hatten, war diese Irrtums-Quote bis 1910 auf 25 Prozent zurückgegangen, betrug 1950 noch 17 Prozent und 1950 noch 9 Prozent.

Die bereinigten Altersklassen wurden sodann mit Hilfe geeigneter Sterblichkeits-schätzungen rückwärts projiziert bis zu ihrem Geburtsjahr. Um wiederum ein Beispiel zu geben: Auf die korrigierte Zahl der eingeborenen weissen Frauen, welche 1950 36 Jahre alt waren, wurde die Überlebenserwartung der während der 1940er Jahre 26–36jährigen Frauen angewandt, auf die resultierende Zahl dann die Lebenserwartung für während der 1930er Jahre 16–26jährigen Frauen usw. Auf diese Weise kann man die Zahl der weiblichen Geburten im Jahre 1913, also 36–37 Jahre vor der Volkszählung von 1950, zuverlässig schätzen. Die Zahl der männlichen weissen Geburten wurde auf dieselbe Weise errechnet. Darauf folgend wurde dann das Verfahren umgekehrt, d. h. die Geburtenzahlen jedes Jahrgangs wurden vorwärts projiziert auf jede Volkszählung unter Anwendung derselben Sterbetafeln. Die Unterschiede zwischen der Grösse der zu erwartenden Altersklassen und den in den Volkszählungen effektiv enumerierten Beständen ergeben dann die Volkszählungsfehler. Schlussendlich wurden die Volkszählungsangaben über die im Ausland geborenen Weissen ebenfalls durch Anwendung desselben Irrtums-Koeffizienten korrigiert, der bei den entsprechenden Eingeborenen-Gruppen errechnet worden war. Für die Periode 1935

bis 1950 konnten die Resultate der Berechnungen wenigstens teilweise an Hand der Geburtenregistrierungen nachgeprüft und eine gute Übereinstimmung festgestellt werden.

Im wesentlichen bestätigen die von Coale und Zelnik errechneten jährlichen allgemeinen und spezifischen Geburtenziffern das Bild, das *Thompson* und *Whelpton* schon vor 30 Jahren entwarfen, als sie die Entwicklung der Fruchtbarkeit in den Vereinigten Staaten für die Periode 1800 bis 1930 schätzten, indem sie auf die Zahl der weniger als 5jährigen Kinder pro 1000 Frauen abstellten, die an jeder Volkszählung ermittelt worden war. Daraus war bereits ersichtlich, dass die Fruchtbarkeit in den Vereinigten Staaten zu Beginn des 19. Jahrhunderts weit höher gewesen war als in allen europäischen Ländern, aber ständig abgesunken war bis Ende der 1930er Jahre. Jedoch gewähren die von Coale und Zelnik errechneten jährlichen Geburtenzahlen nun einen viel detaillierteren Einblick und zeigen, dass der langfristige Trend von kurzfristigen Schwankungen begleitet war. So kann man jetzt die durch den Bürgerkrieg und den Ersten Weltkrieg verursachten Geburtenausfälle genauer erkennen. Ferner ist es jetzt möglich geworden, die Beziehungen zwischen den demographischen und gewissen sozialen, wirtschaftlichen und politischen Variablen einer eingehenderen Untersuchung zu unterwerfen. So können die Verfasser z. B. den Einfluss der Einwanderungsbewegungen auf die Natalität aufzeigen, wobei ein Vergleich mit Australien verblüffende Ähnlichkeiten des Geburtenverlaufs in diesen beiden Ländern ergibt. Andererseits liessen sich vorerst keine nennenswerten Beziehungen zwischen Konjunkturablauf und Schwankungen der Geburtenziffer nachweisen.

Von Interesse sind auch die hier vorgelegten Schätzungen über die unvollständigen Auszählungen der einzelnen Altersklassen bei den jeweiligen amerikanischen Volkszählungen. Coale und Zelnik haben die Auswirkungen auf die Sterbetafeln berechnet und dabei festgestellt, dass die erheblichen Unterschiede zwischen männlicher und weiblicher Sterblichkeit, welche die heutige Situation kennzeichnen, auch schon im 19. Jahrhundert viel ausgeprägter waren, als man bisher angenommen hatte. Die Unvollständigkeit der Volkszählungen hatte damals speziell die weibliche Sterblichkeit höher erscheinen lassen, als sie tatsächlich war.

Das vorliegende Werk bietet einen ausgezeichneten Beweis für den Wert formaler demographischer Analysen. Es zeigt in vorbildlicher Weise, wie man durch erfinderische Methoden schwere Mängel im Erhebungsmaterial kompensieren und auf diese Weise neue Erkenntnisse aus alten Zahlen gewinnen kann.

Kurt B. Mayer

Eichenberger, Heinrich

Ökonomische Methoden der Linearen Planungsrechnung. (Band 2 der Schriftenreihe des Instituts für Automation und Unternehmensforschung der Universität Freiburg [Schweiz].) Hamburg-Berlin 1963. R. v. Deckers Verlag, G. Schenk. 166 S. DM 29.50.

Das Institut für Automation und Unternehmensforschung der Universität Freiburg i. Ue., in dessen Schriftenreihe auch das hier zu besprechende Buch erschienen ist, bemüht sich, die modernen, meist erst nach dem Zweiten Weltkrieg entwickelten Methoden des Operations Research betont praxisnah und im Hinblick auf ihre Integrierung in die Datenverarbeitungssysteme zu behandeln. Damit füllt die Schriftenreihe zweifellos eine bedeutende Lücke im deutschsprachigen Schrifttum aus: während in der Lehre in etwa der Anschluss zum angelsächsischen Raum gefunden ist – die

wichtigsten Lehrbücher sind ins Deutsche übersetzt, die grundlegenden Methoden des Operations Research gehören heute zum Lehrprogramm der meisten Universitäten –, stösst die Anwendung dieser Methoden in der Praxis jedoch immer noch auf grosse Hindernisse. Das ist um so bedauerlicher, da diese Methoden in weit grösserem Masse als beispielsweise die Grenzproduktivitäts- bzw. Grenzkostenmodelle der Neoklassik direkt auf betriebliche Probleme anwendbar sind.

Auch diese Arbeit wendet sich ausdrücklich an den Betriebswirtschaftler und Praktiker. *Eichenberger* versucht, anstelle der üblichen, ein gewisses mathematisches Rüstzeug erfordernden Methoden der Linearen Planungsrechnung ein ökonomisch sinnvolles und leicht praktikierbares Verfahren zu entwickeln (er spricht von einer «Effizienzanalyse»), das teilweise zu Optimumlösungen selbst, teilweise zu Annäherungslösungen führt.

Neben dem generellen Modell der Linearen Planungsrechnung – zur Lösung wird üblicherweise die Simplexmethode verwendet – wird insbesondere das Transportproblem behandelt, das *Eichenberger* zu Recht als allgemeinen Fall des – nach seinen Worten – speziellen Transportproblems, des Zuordnungsproblems (assignment problem) und des Reihenfolgenproblems (travelling-salesman-problem) sieht. Die von ihm formulierte Methode der Effizienzanalyse besteht nun darin, nach bestimmten ökonomischen Kriterien Optimumlösungen zu suchen bzw. sich an Optimumlösungen heranzutasten. Grundlage der Entscheidung ist dabei die Knappheit, die die einzelnen Produktionsfaktoren zur Erzielung einer Gewinneinheit oder einer Umsatzeinheit aufweisen. Der Ansatz lässt sich dabei formal aus der Grenzproduktivitätstheorie ableiten.

Beim speziellen Transport- und Zuordnungsproblem führt diese Methode zwangsläufig zum Optimum, beim Linearen Planungsproblem und beim Reihenfolgenproblem in der Regel zu Annäherungswerten. Beim Transportproblem überzeugt die Anwendung der Methode dabei unmittelbar. Die von *Dantzig* entwickelte und heute allgemein benutzte Nord-West-Regel ist rein mechanisch; ihre Anwendung kann unter Umständen sehr zeitraubend sein (insbesondere dann, wenn elektronische Datenverarbeitungsanlagen eingesetzt werden). Hier führen die von *Eichenberger* entwickelten Kriterien zu einer sinnvolleren Ausgangslösung, von der aus das Optimum in einer wesentlich geringeren Anzahl von Iterationen als bei der Nord-West-Regel erreicht wird. Das gleiche gilt für das Zuordnungs- und Reihenfolgenproblem. Auch wenn im letzteren Fall nur Annäherungslösungen gewonnen werden, bedeutet das keine Einschränkungen des Wertes der hier entwickelten Methode, da der mathematische Aufwand zur exakten Lösung des Problems in der Regel fast prohibitiv gross ist.

Nicht zu überzeugen vermag allerdings die Zweckmässigkeit der Anwendung der Effizienzanalyse als ein Ersatz für die Simplexmethode. Exakte Lösungen bietet diese Methode praktisch nur, wenn ein einziger dominierender Engpass vorhanden ist; existieren auf betrieblichen Teilbereichen mehrere, nicht sehr ausgeprägte Engpässe (das dürfte in der Praxis meist der Fall sein), sind nur Näherungslösungen möglich (oder wahrscheinlich). Näherungslösungen können aber in diesem Fall nicht befriedigen. *Eichenberger* überschätzt offensichtlich den Schwierigkeitsgrad der Simplexmethode; ein Betriebswirtschaftler oder Praktiker, dem er zutraut, die von ihm entwickelte Methode der Effizienzanalyse zu beherrschen, dürfte auch in der Lage sein, das Simplexverfahren, das heute doch zum Elementarpensum des betriebswirtschaftlichen Unterrichts an den Universitäten gehört, zu verstehen. Im übrigen ist auch die Simplexmethode – ganz im Gegensatz zur Nord-West-Regel beim Transportproblem – ökonomisch interpretierbar und direkt in den Denkansatz der Grenzproduktivitätstheorie überführbar.

Ebenso wenig überzeugt das Argument, das Simplexverfahren habe den Nachteil, bei der Benutzung von elektronischen Datenverarbeitungsanlagen höhere Rechenzeiten als die Methode der Effizienzanalyse zu erfordern. Selbst wenn dieses Argument korrekt wäre – Eichenberger führt keinen Beweis für seine These an –, so scheinen doch die geringfügigen Mehrkosten der Analyse in keinem Verhältnis zur möglichen Ertragssteigerung durch das Erzielen der Optimumlösung zu stehen. Es ist nicht einzusehen, warum man sich mit Näherungslösungen begnügen soll, wenn die exakte Lösung mit fast gleichem Aufwand zu erreichen ist.

Damit ist die Bedeutung der Effizienzanalyse zur Lösung von Optimumproblemen zumindest eingeschränkt. Hinzu kommt, dass diese Methode – obwohl sie Eichenberger bewusst auch für den Praktiker entwickelt hat – offensichtlich nur von einem zumindest in formalen Denkkategorien geschulten Betriebswirt angewendet werden kann. Insofern kann diese insgesamt sehr verdienstvolle Arbeit wohl nur einen beschränkten Beitrag zur Überbrückung der grossen Kluft von mathematischer Theorie und betrieblicher Praxis leisten.

Hajo Riese

Grosse, Niels

Ökonomik der Kernenergie. (Veröffentlichungen der List Gesellschaft, Bd. 29.)
Tübingen 1963. J. C. B. Mohr, IX, 256 S. Geb. DM 31.–

Nach einem als Einführung für den Laien gedachten Überblick über die technischen Grundlagen der Atomenergie, wobei auch Sicherheitsfragen der Kernenergieverwendung behandelt werden, widmet der Autor den energiewirtschaftlichen Aspekten dieser neuen Energiequelle den zentralen Teil seiner Studie. Anhand der Anlagekosten von bereits erstellten und in Betrieb stehenden Reaktoren (vor allem in den USA) sowie von geplanten Kernenergieanlagen werden zunächst die spezifischen Anlagekosten im Vergleich zu denjenigen konventionell thermischer Kraftwerke dargestellt. Als Resultat der bisherigen Entwicklungsarbeiten kann festgehalten werden, dass die spezifischen Anlagekosten von Kernkraftwerken mit zunehmender installierter Leistung relativ stärker fallen als bei konventionellen Anlagen, dass sie aber auch bei den heute am weitesten entwickelten Siede- und Druckwasserreaktoren selbst bei Leistungen von 300 eMW noch höher liegen als diejenigen konventioneller Werke. Bei der Schilderung der Gestehungskosten zeigt der Verfasser, wie die bisher erhältlichen Angaben noch innert weiter Bereiche streuen, so dass zunächst der Eindruck entstehen könnte, es sei noch wenig Konkretes über die Wirtschaftlichkeit der neuen Energiequelle auszusagen. Trotzdem kann als Richtlinie festgehalten werden, dass Kernenergie aus Grossanlagen bei einem höheren Ausnutzungsfaktor als bei konventionellen Kraftwerken durch den Vorteil niedrigerer Betriebskosten schon in naher Zukunft wettbewerbsfähig werden kann, vor allem dort, wo höhere Transportkosten die konventionellen Brennstoffe belasten. Dies gilt vor allem für verschiedene Gebiete Europas, dagegen weniger für die USA. Vor allem bei der technischen Weiterentwicklung von Hochtemperaturreaktoren ist eine wesentliche Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit der Kernenergie zu erwarten.

Wegen der unterschiedlichen Kostencharakteristik im Vergleich zu den konventionellen Stromquellen stellt sich angesichts der Wettbewerbsfähigkeit der Kernenergie in bestimmten Benutzungsbereichen der Leistung die Frage ihrer Eingliederung in die heute bereits verwirklichten Verbundsysteme. Obwohl nicht alle nationalen Strom-

netze unter einheitlichen Leitungen zusammengefasst sind, ist heute doch ein ziemlich weitgehender nationaler und internationaler Verbundbetrieb auf Grund vertraglicher Abmachungen gewährleistet. Damit sind auch eine Koordination der Lastverteilung und eine Optimierung des Einsatzes der verschiedenen Energiequellen angestrebt. Mit der Darstellung der Belastungsverhältnisse im Verbundsystem anhand von sogenannten Jahresbelastungskurven (Dauerlinien) und der Aufteilung der Leistungen auf Grundlast, mittlere Lastbereiche und Spitzenbelastungen stösst der Verfasser zum Kern der energiewirtschaftlichen Überlegungen vor. Eine noch etwas weitergehende Behandlung der sich dabei stellenden Probleme, vor allem die Trennung der Darstellung des Einsatzes bestehender Kraftwerke in den verschiedenen Lastbereichen nach steigenden Grenzproduktionskosten bzw. die Planung neuer Kraftwerke für die verschiedenen Energiequalitäten nach sinkenden Gesamtkosten, wäre wertvoll gewesen. Denn gerade diese Kernfragen sind es, die dem Nichtenergie-wirtschaftler am schwierigsten verständlich sind und die in den Diskussionen über die Erweiterung der Energiequellen vielfach übersehen werden. So ist es zum Beispiel unrichtig, wenn der Autor die Einsatzmöglichkeit von Kernkraftwerken in Ländern mit noch nicht ausgenützter Wasserkrafterzeugung eingeengt sieht. Die Kosten der Wasserkrafterzeugung sind infolge der Teuerung bei neuen Laufwerken mit hohem Ausnutzungsfaktor der installierten Leistung derart stark im Anstieg, dass sie trotz dem Wegfall variabler Kosten mit den Gesamtkosten der Kernenergie vielerorts nicht mehr wettbewerbsfähig sein werden, insbesondere nicht mehr in unserem Lande.

In einem Schlussteil befasst sich die Schrift mit den zukünftigen volkswirtschaftlichen Auswirkungen einer zunehmenden Kernenergieverwendung. Vor allem wird auch auf die Kernenergie als technischer Fortschritt und die volkswirtschaftlichen Wachstumseffekte auf Grund der möglichen Energiekostensenkungen hingewiesen. Trotz der vielen Einschränkungen, denen diese Studie im heutigen Zeitpunkt notwendigerweise unterliegen muss, wird sie vom Energie-wirtschaftler als wertvolle Bereicherung der vorhandenen Literatur entgegengenommen. W. Goldschmid

Machlup, Fritz

Die Pläne zur Reform des internationalen Geldwesens. (Kieler Vorträge, N. F. Heft 25.)
Kiel 1962. Institut für Weltwirtschaft an der Universität. 65 S.

Das gegenwärtige internationale Geldwesen beruht auf der Golddevisenwährung, deren Goldkern in den letzten Jahren in zunehmendem Masse durch Devisen ergänzt worden ist. Nach einer kurzen Beschreibung dieses Sachverhaltes beleuchtet der Verfasser die Mängel dieses Systems unter dem Gesichtspunkt der Zahlungsbilanzen, des Zuwachses der Währungsreserven und der Zusammenbruchgefahr. Dann wendet er sich den Reformplänen zu, die er einteilt in solche, welche eine Fortsetzung und Erweiterung der Golddevisenwährung, eine Kredithilfe zwischen den Notenbanken, eine Zentralisierung der Währungsreserven und Reservenschöpfung, eine Erhöhung des Goldpreises und frei bewegliche Wechselkurse zum Ziele haben.

Die Golddevisenwährung lässt sich erweitern mit einer weiteren Zunahme der Dollar- und Pfundvorräte oder mit einem Beizug zusätzlicher Schlüsselwährungen. Voraussetzung ist allerdings eine vertrauenswürdige Kredit- und Finanzpolitik der Schlüsselwährungsländer, denn dadurch, dass die andern Länder ihre Devisenvorräte ansteigen lassen, gewähren sie ihnen Kredit. Daraus ergibt sich der nächste Schritt, nämlich die eigentliche Kredithilfe zwischen den Notenbanken, wobei nicht nur Devisen übernom-

men, sondern auch Gold, Devisen oder Forderungen gegen sich selbst zur Verfügung gestellt werden, was direkt von Notenbank zu Notenbank oder durch Vermittlung des Internationalen Währungsfonds geschehen kann. Auf diese Weise werden Reserven ausgeliehen, aber nicht neu geschaffen, wie das die radikaleren Reformpläne bezwecken, die eine Zentralisierung der Währungsreserven durch Errichtung einer Weltzentralbank erstreben, was von manchen als eine unaufhaltsame Entwicklung angesehen wird. Eine andere Methode zur Vergrößerung der internationalen Liquidität bildet die Erhöhung des Goldpreises, die Machlup aber ablehnend beurteilt und sich eher für eine Senkung des Goldpreises ausspricht, um die privaten Goldhorte zum Verschwinden zu bringen. Die Schaffung vermehrter Liquidität, welche die bisherigen Lösungsversuche kennzeichnet, erübrigt sich mit dem Übergang zu frei beweglichen Wechselkursen, denn die Wechselkursanpassung an das Angebot und die Nachfrage am Devisenmarkt bringt die Ein- und die Auszahlungen automatisch zum Ausgleich, so dass sich keine Überschüsse oder Fehlbeträge ergeben, für die Währungsreserven bereitzustellen sind. Die Kontroverse zwischen festen und beweglichen Wechselkursen löst Machlup in der Weise, dass er feste Wechselkurse zwischen Ländern mit gleichlaufender Kredit- und Finanzpolitik und frei bewegliche Kurse zwischen Ländern mit unabhängiger, autonomer Politik empfiehlt.

Das sind die Gedankengänge der vorliegenden Arbeit. Nach seiner eigenen Aussage hat sich der Verfasser aller direkten Werturteile enthalten und keine endgültige Entscheidung zugunsten eines bestimmten Planes getroffen, da eine solche Entscheidung von mehreren, nicht eindeutig feststehenden Bedingungen abhängt. Darin zeigt sich die objektive Beurteilung des Verfassers, der es ausgezeichnet verstanden hat, die komplexe Materie kurz und klar darzustellen und damit einen wertvollen Beitrag zu leisten.

E. Wäckerlin

L'Huillier, Jacques A.

La coopération économique internationale 1960–1961. Paris 1961. Editions Génin. 205 p. NF 16.–.

Das vorliegende Werk bildet den zweiten Ergänzungsband zur 1957 erschienenen «Théorie et pratique de la coopération économique internationale». Der Autor gibt in diesem Band wiederum eine detaillierte Übersicht über die in den Jahren 1960 und 1961 in den grossen internationalen Wirtschaftsorganisationen behandelten Probleme. Er bemüht sich mit grossem Erfolg, über eine bloss chronologische Beschreibung hinauszugehen und zu einer echten ökonomischen Analyse der ungemein verwickelten Probleme zu gelangen. Es wird auch anschaulich gezeigt, auf welcher mühsamen Weise die Resultate der internationalen Wirtschaftszusammenarbeit erarbeitet werden müssen. Die vom Autor behandelten internationalen Wirtschaftsorganisationen sind die folgenden: Allgemeines Abkommen über Zölle und Aussenhandel (GATT), Europäische Kohlen- und Stahlgemeinschaft (CECA), Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (EWG), Europäische Freihandels-Assoziation (EFTA), Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD), Internationaler Währungsfonds (IMF), Europäisches Währungsabkommen (EMA) sowie die Weltbank (IBRD). Unseres Wissens werden die Probleme der internationalen Wirtschaftsorganisationen in ihrer Gesamtheit nirgends in dieser gedrängten und dennoch übersichtlichen und umfassenden Form behandelt, wie dies L'Huillier hier tut, und es bleibt zu hoffen, dass der vorliegende Band nicht der letzte in dieser Serie bleiben wird.

R. Erbe

Mirabella, Giuseppe

Dislocazione dualistica della economia italiana. Seminario di Economia politica e Scienza delle finanze dell'Università degli studi di Palermo. Palermo 1962. 103 p.

Mirabella legt eine vorzügliche Studie über das zwiespältige Wirtschaftswachstum in Italien vor. Global betrachtet sind die erreichten Resultate glänzend. Das Bruttozialprodukt je Kopf der Bevölkerung ist in den letzten zehn Jahren rascher gewachsen als in den hundert Jahren zuvor. Die Unterschiede im Lande selbst zwischen den unterentwickelten Südprowinzen und dem übrigen Land sind, gemessen am Bruttozialprodukt je Kopf, grösser geworden, obschon doch seit 1950 mit grossem Aufwand eine spezielle regionale Entwicklungspolitik durchgeführt wird. Ihr ist es immerhin gelungen, den Teufelskreis von Armut und Stagnation, in dem der Süden seit Jahrhunderten verharrte, zu brechen und das Wirtschaftswachstum anzukurbeln. Im Vergleich zur Bevölkerungszahl ist der produktive Wirtschaftsapparat immer noch zu schwach. Mirabella weist darauf hin, dass die Mobilität der Bevölkerung grösser sei als die Mobilität der Kapitalien. Er schätzt, dass die Wanderbewegungen allein in den letzten zehn Jahren mehr als zwei Millionen Personen erfassten. Der Verfasser weist anhand vieler statistischer Berechnungen nach, dass die Investitionen bis heute die gewünschten regionalen Proportionen nicht erreicht haben. Mit dem Wachstum habe die wirtschaftliche Abhängigkeit des Südens vom Norden und vom Ausland fühlbar zugenommen. Das süditalienische Bruttozialprodukt je Kopf der Bevölkerung müsste um ein Drittel schneller wachsen als im Norden, nur damit die Einkommensunterschiede zwischen den beiden Landesteilen wieder die Grössenordnung von 1950 erreichen könnten. Das grösste Unsicherheitsmoment für die Wirtschaftsprogrammierung bilden dabei die Wanderbewegungen der Bevölkerung. Mirabella stützt sich auf reiches Zahlenmaterial. Leider ist sein Stil so kompliziert, dass seine Studie dadurch viel von ihrem Gehalt verliert.

Walter Biel

Tiano, André

La Politique économique et financière du Maroc indépendant. (Etudes Tiers Monde.) Paris 1963. Presses universitaires de France. 284 p. NF 20.—

La première des trois études qui constituent cet ouvrage est consacrée aux problèmes de la promotion nationale. L'auteur montre combien l'effort entrepris en 1961–62 est loin de répondre aux besoins de création d'emplois du Maroc. Il montre également combien les travaux entrepris sont peu productifs d'emplois permanents et de production additionnelle. Cette insuffisance a des causes nombreuses, mais une des principales semble être l'impossibilité de mettre en valeur la principale richesse du Maroc, la terre, à cause des obstacles juridiques qui empêchent et l'exécution des travaux et la rétribution des travailleurs ou terres aménagées. La seule solution, écrit l'auteur, est donc la réforme agraire.

La deuxième étude est consacrée à la politique économique externe du Maroc. Cette politique était conditionnée par les liens de dépendance économique du pays à l'égard de la France. Depuis l'indépendance, acquise en 1956, l'Etat a cherché à élargir la base de ses relations extérieures. Dans ce but, il a décidé de ne pas suivre la dévaluation française du 28 décembre 1958 – ce qui fut malheureux, car le franc marocain dut être dévalué en

octobre 1959 après que des fuites massives de capitaux aient contraint la Banque Centrale d'introduire un contrôle des transferts; et la hausse totale des prix fut plus considérable que si le Maroc avait dévalué en décembre 1958. L'auteur examine également la possibilité pour le Maroc de restructurer ses exportations et ses importations, autant sur le plan géographique (baisse de la part de la France) que le plan qualitatif (augmentation des exportations de produits manufacturés, baisse de la part des importations non-essentiels, etc.). Au cours de cet examen, il accorde plus d'importance aux difficultés techniques ou institutionnelles d'une action sur les exportations – ou importations – qu'aux changements des structures de production, de distribution, de consommation, sans lesquels toute action sur le commerce extérieur risque d'être illusoire. Présentement, un des principaux aspects de la politique économique externe du Maroc consiste dans la création de liens institutionnels avec le Marché Commun, le Magreb, le reste de l'Afrique.

La troisième étude est consacrée aux institutions économiques et financières du Maroc. Ce sujet donne à l'auteur l'occasion d'examiner sous un jour très significatif la politique de développement de l'Etat dans le secteur agricole (ONMR, ONI, crédit agricole), dans le secteur industriel (BEPI, BNDE), dans le secteur artisanal et dans le secteur bancaire (Banque Centrale, BNDE). Examinant d'un regard critique les réalisations de ces diverses institutions, il les trouve généralement décevantes. Les raisons de ces insuccès sont multiples; nombreux et variés sont donc aussi les remèdes proposés. Tout compte fait, le plus grand obstacle à la réalisation d'une politique économique et sociale efficace est la « timidité » du gouvernement, son manque de courage pour transformer les structures existantes au risque de s'opposer à d'importants groupes d'intérêt.

Pour conclure ce panorama de l'économie marocaine, l'auteur s'interroge sur le rôle de l'Etat et sur les relations des pays nouvellement indépendants avec l'ancien colonisateur.

J.-P. Gern

Egner, Erich

Studien über Haushalt und Verbrauch. (Beiträge zur Ökonomie von Haushalt und Verbrauch, hg. von Prof. E. Egner, Heft 1.) Berlin 1963. Duncker & Humblot. 374 S. DM 44.60.

Die Lehre vom Haushalt als einem wichtigen Träger der Unterhaltswirtschaft ist in der europäischen Nationalökonomie bis heute stark vernachlässigt worden. Es ist das grosse Verdienst von Erich Egner, bereits 1952 durch sein Buch « Der Haushalt. Eine Darstellung seiner volkswirtschaftlichen Gestalt », die Aufmerksamkeit auf den Haushalt als Institution gelenkt zu haben.

In dieser neuen Veröffentlichung – die Aufsätze zu ökonomischen Fragen des Familienhaushalts aus den letzten 10 Jahren umfasst – werden folgende Problemkreise behandelt: I. Der Haushalt in Geschichte, Forschung und Lehre; II. Die ökonomische Situation des Familienhaushalts; III. Die Konsumenten am Markt; IV. Die Haushalte in den Entwicklungsländern und V. Konsumentenschutz. Egner geht es vor allem um die *Sinnbedeutung des Haushalts* als Institution im Rahmen der gegenwärtigen Wirtschafts- und Sozialstruktur. Die Wandlungen des Haushalts will er im Sinne einer Ideengeschichte des Haushalts aufgefasst wissen, da « der Wandel des realen Haushalts wesentlich aus der geistigen Haltung herauswächst, die sich in den Menschen der Vergangenheit durchgesetzt hat ». Ökonomisch wird der Haushalt definiert als « die Bedarfsdeckungsgemeinschaft der generativen Gruppe »; ergänzend wird auch der soziale

Zusammenhang in der Hausgemeinschaft behandelt. Die hier vertretenen, vorwiegend qualitativ-wertenden Gesichtspunkte, die Massnahmen zur Gesundheit und Leistungssteigerung und zum Schutz des Haushalts begründen und fordern, stellen eine wichtige Ergänzung zu der ökonomisch quantitativen Verbrauchsforschung dar.

Die sinnhafte Betrachtungsweise des Haushalts als Glied im Gesamtaufbau der Volkswirtschaft erschöpft sich nach Egner « nicht in der Durchleuchtung subjektiver Motivationen und des daraus erwachsenden Geschehens, vielmehr gilt es zu erkennen, dass der Haushalt selbst einen Sinn hat, und von dem Menschen den Vollzug dieses Sinnes durch sein Handeln fordert ». Als Kernproblem der Haushaltsforschung ergibt sich die Beobachtung der möglichen Stilwandlungen des Haushalts in der Zeit. Die empirische Forschung sollte somit nach Typen und Stilen von Haushalten forschen, einen etwaigen qualitativen Wandel des Haushalts erfassen und kennzeichnen sowie die grundlegenden Zusammenhänge, Strukturen, innere Ordnung und den besonderen Stil des Haushaltsgeschehens beobachten und analysieren. Die eigentliche Aufgabe der hauswirtschaftlichen Forschung unterscheidet sich somit wesentlich von derjenigen der Verbrauchsforschung, die marktorientiert ist und sich um die Erfassung des Marktverhaltens des Verbrauchers, um Marktgrössen und deren quantitative Abhängigkeiten und Zusammenhänge bemüht. Allerdings darf nicht verkannt werden, dass alles soziale Verhalten (nach *Mackenroth*) als eine Verhaltensreaktion auf soziale Umweltbedingungen aufzufassen ist, das beobachtet, registriert sowie auf Regelmässigkeiten hin überprüft werden muss. Daher lässt sich auch jede Sinnproblematik und Sinndeutung nur erfassen *anhand von beobachteten Verhaltenskonstanten*, so dass auch für derartige qualitative Aussagen die von den Erfahrungswissenschaften entwickelten Methoden anzuwenden sind.

Neben den (ökonomischen) Aufgaben des Haushalts hinsichtlich der Versorgung seiner Mitglieder betont Egner den bestimmenden Einfluss der Familie auf die innere Qualifikation des wirtschaftenden Menschen, durch den vor allem auch das Arbeits- und Verbrauchsethos der heranwachsenden Generation geprägt wird; die innere Haltung des jungen Menschen bedingt auch seine Fähigkeit und Bereitschaft, sich in die Gesellschaft einzuordnen. Egner weist nachdrücklich auf die Gefahren hin, die aus der Existenzgefährdung von Haushalt und Familie resultieren. Beachtung finden bei Egner auch die Sonderprobleme der berufstätigen Frau sowie der Marktstellung des Konsumenten. Er stellt die oftmals behauptete Konsumenten-souveränität in Frage und misst das Verhalten des Verbrauchers am Massstab der haushälterischen Vernunft und an einer Norm des Lebensstandards. Bei den unzureichenden Orientierungsmöglichkeiten bedarf der Verbraucher einer Unterstützung für seine Marktstellung.

Ergänzend zu den zahlreichen neueren Untersuchungen des privaten Verbrauchs auf Makro- und Mikroebene, die zu einer stärkeren Beachtung des Konsums im Rahmen der volkswirtschaftlichen Theorie geführt haben – zu der Vertiefung der empirisch quantitativen Verbrauchsforschung, dem Ausbau der soziologischen und sozialpsychologischen Verhaltensforschung sowie dem Versuch, die Rolle des Haushalts bei der gesamtwirtschaftlichen Einkommensentstehung und -verwendung zu kennzeichnen und seine Funktion im Wirtschaftskreislauf herauszuarbeiten –, stellt die mehr ontologische Betrachtungsweise von Egner einen weiteren bemerkenswerten Ansatz vor, das Problem von Haushalt und Verbrauch systematisch in die gesamtwirtschaftliche und gesamtgesellschaftliche Betrachtung einzubeziehen. Sein Anliegen ist es vor allem, die wesensmässige Aufgabe des Haushalts im Rahmen der Gesellschaft herauszuarbeiten und auf die Gefahren hinzuweisen, die aus einer Existenzgefährdung von Haushalt und Familie resultieren. Seine Studien weisen Ansätze für eine kritische und wertende

Beurteilung der Wandlung im autoritären Aufbau des Haushalts und der Hauswirtschaft auf, wie sie durch den Mitverdienst von Ehefrau und Kindern und der hierdurch ausgelösten Einflussnahme auf die Verwendung des Haushaltseinkommens zum Ausdruck kommt und sowohl die Einkommenssituation des Haushalts im Lebens- und Familienzyklus, wie auch die Einstellung der Jugendlichen zur eigenen Familiengründung u. a. m. mitbestimmen.

Egner fordert eine stärkere Berücksichtigung des Verbrauchs und des Verbraucherverhaltens in Wirtschaftstheorie und Wirtschaftspolitik, wie sie im Ausland in den neuen Forschungsrichtungen der "Consumer Economics" und der "Home Economics" zum Ausdruck kommt. Besonders zu begrüßen ist das Erscheinen dieser instruktiven und aus der Sicht des Wirtschaftstheoretikers klar geschriebenen Buches zu einem Zeitpunkt, in dem sich in der breiteren Öffentlichkeit die Einsicht in die Vordringlichkeit einer eigenständigen hauswirtschaftlichen Forschung auf Hochschulniveau sowie der Verbraucheraufklärung und des Verbraucherschutzes durchzusetzen beginnt.

Helga Schmucker

George, Pierre

Géographie de la consommation. (Collection « Que sais-je ? », n° 1062.) Paris 1963. Presses universitaires de France. 128 p.

Le professeur Pierre George a publié une fois de plus un ouvrage clair et bien documenté, où des faits précis et abondants sont organisés par des idées. Un tiers de l'ouvrage est consacré à la sous-consommation et les deux tiers à ce qui pourrait être appelé, par opposition, la sur-consommation; ces deux phénomènes caractérisent les masses de consommateurs de pays différents mais aussi les catégories sociales différentes d'un même pays. Par ailleurs (p. 47), l'auteur distingue les besoins organiques (ceux du minimum vital) des besoins conditionnés (on peut ne pas accepter ce terme, car l'action du milieu et celle de la publicité, qui doit s'y insérer pour aboutir, c'est bien connu, sont plus diffuses qu'une action de conditionnement; et surtout, les résultats d'une campagne de publicité sont bien moins certains).

Cette approche spatiale de la consommation est des plus intéressantes pour le sociologue et l'économiste, car elle permet de comparer, côte à côte, des pays dont les structures économiques et sociales se situent à des stades plus ou moins avancés. Elle recouvre un schéma implicite de la croissance économique fondé sur 3 facteurs: progrès technique, progrès de l'organisation économique et progrès social. Ce schéma semble plus valable que celui exposé (p. 6 et 7) et qui énumère l'économie naturelle, l'économie marchande et l'économie bancaire ou 3 niveaux techniques: autoconsommation, grande circulation moderne des biens et services et mécanisation.

On montre qu'un progrès dans l'organisation économique est un facteur de croissance tout en illustrant la justesse de l'analyse des fonctions traditionnelles de la monnaie. L'introduction des signes monétaires, par un moyen ou un autre, en facilitant les échanges, améliore le niveau de la consommation (p. 36 ss.). On voit que la production n'est pas seulement liée à la technique et à l'organisation sociale et économique, mais qu'elle l'est aussi à la consommation dans les pays où la sous-alimentation ne permet pas aux individus de fournir un effort supplémentaire; cela justifie non seulement l'aide technique mais aussi l'aide alimentaire qui constitue un investissement, puisqu'elle est destinée à améliorer un facteur de production: la force de travail.

Enfin, l'auteur s'étend largement sur la diversification de plus en plus large des besoins dans les domaines de la culture, de la formation professionnelle, de la santé, de la sécurité et des loisirs. Dans ce dernier secteur, une diminution des heures de travail provoque un accroissement des besoins en biens et services (sports, activité culturelle, etc.). Des biens très différents entrent en compétition (vacances et ski ou achat de mobilier). Cette forme de concurrence indirecte est appelée par les économistes américains « la concurrence pour les dollars des consommateurs ». Roger Vuaridel

Coltzau, Peter

Der Direktvertrieb in der Konsumgüterindustrie. (Mitteilungen aus dem Handelswissenschaftlichen Seminar der Universität Zürich, Heft 119.) Zürich 1963. Schulthess & Co. AG. XVIII, 116 S. Fr. 14.—.

In seiner Studie über den Direktvertrieb in der Konsumgüterindustrie vermittelt Dr. Coltzau eine Zusammenfassung der charakteristischen Merkmale dieser in der Literatur selten behandelten Distributionsform.

Der Direktvertrieb von Konsumgütern, d. h. deren Absatz an den letzten Verbraucher unter Ausschaltung des selbständigen Gross- und Einzelhandels, zeigt sich in drei Hauptformen: Der Direktvertrieb durch abhängige Detailgeschäfte, der Direktvertrieb durch Versand und der Haus-zu-Haus-Vertrieb durch Vertreter.

Der Verfasser schliesst in seiner Definition ausdrücklich den Beziehungskauf vom Direktvertrieb aus, da bei diesem die Initiative vom Konsumenten ausgeht, der direkt beim Produzenten einkaufen will, wobei der Hersteller nur eine passive Rolle ausübt.

Im zweiten Kapitel der Arbeit werden die recht engen Grenzen analysiert, die dem industriellen Direktvertrieb im heutigen Distributionssystem gesetzt sind. Güter mit geringem Verkaufswert und hohen Umsatzziffern sind für den Direktvertrieb weniger geeignet als Produkte in höheren Preislagen oder eigentliche Luxusgüter. Ebenso spielt die « Erklärungsbedürftigkeit » eines Produktes für dessen Eignung für den Direktvertrieb eine Rolle. Im Versandvertrieb ist die Darstellbarkeit eines Produktes in einem Katalog von Bedeutung. Allerdings hat es sich gezeigt, dass heute praktisch sämtliche Konsumgüter durch Versand direkt an den Konsumenten vertrieben werden können.

Es ist bedeutungsvoll, dass der Direktvertrieb nicht nur die Sortimentsfunktion des unabhängigen Detailhandels übernehmen muss, sondern auch dessen Zusatzleistungen, wie beispielsweise den Kundendienst, anbieten muss, um konkurrenzfähig zu bleiben.

In einer oft nur fragmentarisch mit Zahlenmaterial fundierten Untersuchung der Kostenstruktur des Direktvertriebes versucht der Autor, dessen Kostenbelastung mit derjenigen des traditionellen Einzelhandels zu vergleichen. Dieser Vergleich scheitert jedoch manchmal an der Vermischung der verschiedenen Formen des Direktvertriebes, da die Kosten von Vertretern, Versandvertrieb und abhängigen Filialgeschäften oft systemlos den entsprechenden Kostenarten der unabhängigen Detailhandelsgeschäfte entgegengestellt werden. Dr. Coltzau kommt zum Schluss, dass man generell nicht behaupten kann, der Direktvertrieb sei kostengünstiger als der indirekte Vertrieb. Die Vorteile des Direktvertriebes liegen oft in der Integrationsmöglichkeit von Produktions- und Vertriebsfunktion unter einheitlicher Führung. Dies trifft insbesondere dann zu, wenn sich der traditionelle Handel nicht sehr leistungsfähig zeigt oder auf konstantem Leistungsstand verharret.

Die nächsten Abschnitte der Arbeit behandeln den Einfluss der Auftragsgrößen und der Umsatzsteuer auf den Direktvertrieb, wobei die konzentrationsfördernde Wirkung

einer Allphasensteuer der in der Schweiz zur Anwendung kommenden Einphasensteuer gegenübergestellt wird. Leider fehlt eine Analyse über den praktischen Einfluss der verschiedenen Steuersysteme auf die gegenwärtige Handelsstruktur in verschiedenen Ländern. Eine kurze Aufzählung einiger Umsatz- und Gewinnziffern von amerikanischen Direktvertriebsfirmen beschliesst das dritte Kapitel.

Dr. Coltzau wendet sich anschliessend den Einflussfaktoren nichtkalkulierbarer Art zu. Hier werden die Vor- und Nachteile des Direktvertriebes gegenüber dem traditionellen Handel untersucht und insbesondere auf Fragen des persönlichen Kundenkontakts, Dauer der Kundenverbindung, Konkurrenzposition, Depressionsempfindlichkeit und Durchsetzen der Hersteller-Preispolitik eingegangen. Einmal mehr wird die Leistungsschwäche des Handels als begünstigender Faktor für das Aufkommen des Direktvertriebes erwähnt.

Die Reaktion des Handels auf den Direktvertrieb wird an Beispielen der Behinderung durch Werbung, durch Boykott und durch Preiskampf dargestellt. Es ist beachtenswert, dass hier nur defensive Massnahmen des Handels zur Sprache kommen. Es schimmert auch hier das eigenartige Unvermögen des traditionellen Detailhandels durch, mit sofortigen, positiven Massnahmen der Leistungssteigerung und Rationalisierung den seine Position angreifenden Direktvertrieb zu bekämpfen.

Ein kurzes Kapitel über die besonderen Schwierigkeiten des Direktvertriebes im Konsumgüterexport dürfte heute besonders aktuell sein. Einmal mehr ist jedoch das zitierte Zahlenmaterial beschränkt, und die wenigen Beispiele lassen eine eingehendere Untersuchung der praktischen Firmenerfahrungen im Exportdirektvertrieb vermissen.

Abschliessend stellt Dr. Coltzau fest, dass der Direktvertrieb wohl dem Hersteller wesentliche Vorteile bietet, dass er jedoch erheblichen Einschränkungen unterliegt und sich deshalb nie zum Hauptabsatzweg für Konsumgüter entwickeln wird. Die Konsumenten können vom Direktvertrieb deshalb keine Strukturwandlung in der Distribution erwarten. Allerdings muss – und mit dieser bedeutungsvollen Einschränkung endet die interessante Schrift – der Handel seine Leistungsfähigkeit ständig verbessern, wenn er seine führende Stellung beibehalten will. T. P. Gasser

Beck, Markus

Wirtschaftsdemokratie. (Veröffentlichungen der Handels-Hochschule St. Gallen, Reihe A, Heft 62.) Zürich und St. Gallen 1962. Polygraphischer Verlag AG. XXVIII, 231 S. Fr. 18.–.

Die vorliegende Arbeit analysiert kritisch die wirtschaftsdemokratische Konzeption der deutschen Gewerkschaften. Im ersten Teil schildert der Verfasser die sozial- und geistesgeschichtlichen Wurzeln der Mitbestimmungsidee im fabrischen Sozialismus, ihre Rezeption durch den Allgemeinen Deutschen Gewerkschaftsbund in der Zeit der Weimarer Republik, ihr Wiederaufleben nach dem zweiten Weltkrieg, die Stellungnahmen von Verbänden, Parteien und Kirchen und die faktisch ergriffenen Massnahmen zur Erfüllung des Programms, die sich ja bekanntlich nur auf die betriebliche Mitbestimmung erstrecken. *Beck* betont vor allem die machtpolitischen Überlegungen der Gewerkschaften, die zu Beginn der fünfziger Jahre in der Mitbestimmung ein Mittel sahen, die von ihnen propagierte Wirtschaftsordnung durchzusetzen.

Der zweite Teil diskutiert die gewerkschaftliche Version der überbetrieblichen Mitbestimmung, wie sie im Gesetzesvorschlag vom 22. Mai 1950 ihren Niederschlag gefun-

den hat. Der Autor ist der Ansicht, dass vor allem drei Argumente gegen einen Bundeswirtschaftsrat sprechen: Diese Institution sei erstens mit einer politischen Demokratie nicht kompatibel, da ihre Repräsentanten nicht abgewählt werden könnten. Im übrigen aber sei ein Bundeswirtschaftsrat als allein autorisiertes wirtschaftspolitisches Konsultativorgan das klassische Beispiel eines Gremiums «unechter Experten» (S. 152) im Gegensatz etwa zu den wissenschaftlichen Beiräten bei den verschiedenen deutschen Bundesministerien, die echte Sachverständigenausschüsse seien. Das Beratungsmonopol, das besonders in dem Recht, nach Belieben Ausschüsse zu den staatlichen Organen delegieren zu können, verankert sei, beeinträchtige die Möglichkeiten der Verwaltung, verschiedene Meinungen vor einer Entscheidung kennenzulernen. Ein Bundeswirtschaftsrat werde so zum dominierenden Faktor des ausserparlamentarischen Vorfeldes und seine Äusserungen würden die parlamentarischen Beratungen präjudizieren. – Zweitens aber werde das überbetriebliche Mitbestimmungsrecht infolge der Interessenkonvergenz von Gewerkschaften und Unternehmern im Hinblick auf eine leicht inflationäre Vollbeschäftigungspolitik zu einer sich kumulierenden Geldentwertung führen, da die Interessen der Konsumenten – definiert als die Interessen der Sparer, Rentner und Bezieher fester Einkommen – nicht oder allenfalls nur äusserst unzureichend vertreten würden (S. 192). – Schliesslich seien drittens die Sozialpartner beiderseits an Wettbewerbsbeschränkungen interessiert, einmal aus Gründen der Erhaltung des Arbeitsplatzes, zum anderen zwecks Stabilisierung der eigenen Marktposition und der Errichtung eines Verkäufermarktes (S. 205). Die Folge monopolistischer Marktbeschränkungen aber seien Verminderung des Sozialproduktes und des Wachstums, Kapitalfehlleitungen und nicht optimaler Arbeitskräfteeinsatz.

Angesichts der mittlerweile nahezu zwanzigjährigen Diskussion über einen Bundeswirtschaftsrat, der in jüngster Zeit nicht nur von den deutschen Gewerkschaften, sondern auch von den Sozialausschüssen der christlich-demokratischen Arbeitnehmerschaft und den Verbraucherverbänden – bei letzteren allerdings wohl nur unter erheblicher Modifikation der institutionellen Vorschläge – propagiert wird, ist es verdienstvoll, dass Beck eine klar gegliederte, übersichtliche Monographie zu diesem Thema vorlegt. Bei der weiteren Diskussion wäre es sicherlich nützlich, neben den älteren Erfahrungen mit dem Reichswirtschaftsrat in der Weimarer Republik auch noch die Wirkungen eines analog konstruierten Organs, des Wirtschafts- und Sozialausschusses der EWG, in vergleichender Betrachtung heranzuziehen. Sicherlich wird Becks Argumentation von seiten der Kritisierten Widerspruch auslösen. Seine Analyse der Interessenlagen und -konvergenzen der beiden Sozialpartner und die daraus abgeleiteten Schlüsse über ihr mutmassliches Verhalten bei den anstehenden Entscheidungen ist jedoch geschickt motiviert und enthält einen Ansatz zur soziologischen Analyse ökonomischer Institutionen. Nicht unproblematisch hingegen scheinen die wohlstandsökonomischen Überlegungen (S. 203 ff.), die auf der *Pareto*-Optimalität der vollkommenen Konkurrenz beruhen. Die optimale Allokation der Produktionsfaktoren und damit die optimale Abstimmung von Produktions- und Konsumstruktur ist nur gewahrt, wenn alle Marginalbedingungen erfüllt sind. Da man das jedoch schlechthin für keinen Zustand der realen Welt behaupten kann, lässt sich von hier aus weder ein Argument für noch gegen einen Bundeswirtschaftsrat konstruieren.

Christian Watrin

Die deutschen Hotelpreise von 1925 bis 1958. Eine statistische Untersuchung zur Preisentwicklung im Fremdenverkehr. (Beiträge zur Fremdenverkehrsforschung. Schriftenreihe des Instituts für Fremdenverkehrswissenschaft an der Johann-Wolfgang-Goethe-Universität Frankfurt am Main, Bd. 8.) Berlin 1964. Duncker & Humblot. 160 S. DM 26.60.

Die Bedeutung der Arbeit liegt darin, dass zum erstenmal ein langfristiger Preisvergleich im Fremdenverkehr auf wissenschaftlicher Grundlage angestellt wird. Dies mag bei der Tragweite erstaunen, die der Fremdenverkehr allgemein-wirtschaftlich und besonders im Konsumsektor erhalten hat, ist aber verständlich, wenn man sich die grossen Schwierigkeiten vor Augen hält, die ein derartiges Unterfangen bietet. Schon auf dem beschränkten, wenngleich für die Preisgestaltung im Fremdenverkehr wichtigen Sektor der Hotelpreise sind sie erheblich. Es ist sympathisch und anerkennenswert, dass sie der Verfasser in keiner Weise verschweigt. Er gibt vor allem unumwunden die Problematik zu, die der Verwendung des offiziellen deutschen Hotelführers als Vergleichsquelle innewohnt. In der Tat wurden dadurch von vornherein Hotels ausgeschaltet, die nicht für den Ausländerfremdenverkehr relevant waren. Auch liess sich die Auswahl der Betriebe nicht nach einem adäquaten Verfahren, z. B. der typischen Auswahl, treffen; vielmehr musste sie darnach erfolgen, ob keine mögliche Qualitätsänderung im Leistungsangebot erfolgte. Bei den verfügbaren Preisangaben handelte es sich sodann nicht um erzielte Preise, sondern um Forderungen, die von den realisierten Sätzen abweichen und die Erfassung eines Mittelpreises nicht zulieszen, weil sie aus Minima und Maxima bestanden. Schliesslich konnten nicht alle Qualitätsverschiebungen ausgeschaltet werden; sie mussten die Ergebnisse in einem nicht zu bestimmenden Masse verfälschen, und zwar nach oben.

Vermögen damit die Ergebnisse des durchgeführten Preisvergleichs, auch nach dem Eingeständnis des Verfassers, strengen wissenschaftlichen Ansprüchen an Repräsentanz, Gültigkeit und zeitliche Vergleichbarkeit nicht zu genügen, so kommt ihnen doch insofern ein gewisser Aussagewert zu, als sie wenigstens einen Einblick in die Entwicklungstendenzen der deutschen Hotelpreise vermitteln und eine Vorstellung von den involvierten Grössenordnungen geben. Damit rückten sie bereits einen grossen Schritt vorwärts, der gar nicht hoch genug eingeschätzt werden kann, zumal die Grenzen mit aller nur wünschenswerten Deutlichkeit abgesteckt werden, innerhalb deren man sich bewegt.

Der Verfasser unternimmt es, den Preisvergleich für zwei Perioden anzustellen, jene von 1925 bis 1939 und jene von 1949 bis 1958. Als Basisjahr wählt er für die erst-erwähnte richtigerweise 1928. Es kann als das «normalste» Vorkriegsjahr gelten, war doch der Erholungsprozess damals so weit fortgeschritten, dass sich Weltkrieg und Inflation praktisch nicht mehr auswirkten, während die Depression von 1930/32 ihre Schatten noch nicht vorausgeworfen hatte. Für beide Untersuchungsperioden werden vor allem die Preise der folgenden Leistungen berücksichtigt: Übernachtung in einem Einbett-Zimmer ohne Bad (Aussersaison-Minimalpreis und Saison-Maximalpreis), Vollpension in einem Einbett-Zimmer ohne Bad (Aussersaison-Minimalpreis und Saison-Maximalpreis) und Frühstück. Da das Quellenmaterial die Preisermittlung für eine Gesamtleistung der Beherbergung nicht gestattete, ist die Auslese als zulässig zu bezeichnen, zumal sie in erster Linie eine Beurteilung der Entwicklungstendenz in der Preisgestaltung ermöglichen soll, wofür die gewählten Leistungen hinreichend reprä-

sentativ sind. Ausserdem wird der Preisvergleich für diese Standardleistungen, wenigstens mit Bezug auf kürzere Zeitspannen, noch ergänzt durch einen solchen für andere Leistungen. Dessen Resultate bestätigen im übrigen jene für die Standardleistungen, was die Berechtigung der Beschränkung auf diese untermauert. Dem Vergleich hinsichtlich der ersterwähnten Periode werden von den 1117 Hotels des Jahres 1925, die 1939 noch im Hotelführer verzeichnet waren, 51 dienstbar gemacht; für die zweite Periode verbleiben von 928 Hotels deren 55. Diese Basis ist reichlich schmal, wenngleich noch angängig. Die Methoden der Erstellung von Mittelwerten und Preisreihen entsprechen den für Zwecke wie den vorliegenden üblichen und sind einwandfrei. Das Hauptergebnis der Untersuchung geht für die Periode von 1925 bis 1939 dahin, dass zunächst ein Preisrückgang Platz griff, der 1934 seinen Tiefstand erreichte, um in einen nahezu horizontalen Verlauf der Preisreihen bis zum Ende der Beobachtungszeit überzugehen. Dass es nicht zu der auf anderen Gebieten festzustellenden Tendenzwende kam, ist ausschlaggebend den staatlichen Eingriffen in die Hotelpreisbildung zuzuschreiben. Was die Periode 1949-1958 betrifft, so zeigen die Preisreihen nach dem Ende des Preisstops im Jahre 1951 einen dauernden Auftrieb an, wobei die jährlichen Zuwachsraten zwischen 3 und 10% schwanken. An Hand örtlicher Verzeichnisse versucht der Autor, die langfristige Preisentwicklung für den ganzen Untersuchungszeitraum in einem Zuge zu erfassen. Er verwendet hierzu das Mittel der Vorstellung eines Durchschnittspreises, dem sich der Hotelgast gegenübergestellt sieht, muss jedoch von vornherein erhebliche Fehlerquellen bei der Betriebswahl in Kauf nehmen. Es mag Zufall sein, wenn trotzdem die Übereinstimmung der Ergebnisse beachtlich ist.

Zweifellos wurde auf eine solche Weise ein höchst schätzenswerter Beitrag zur Beobachtung und Beurteilung des Preisverlaufs in der Hotellerie geleistet. Ihn als schlechthin massgebend für die touristische Preisentwicklung im untersuchten Zeitraum zu betrachten, wäre jedoch nicht zulässig. Der Verfasser geht etwas zu weit, wenn er Betrieben, wie den von ihm zugrunde gelegten, eine « barometrische Preisführerschaft » zubilligt. Eine solche ging ihnen vielmehr im Zeichen der « zusätzlichen » Hotellerie dort, wo diese eine grosse Rolle spielt, weitgehend verloren. Im übrigen ist aber die vorliegende Arbeit als durchaus positiv zu bewerten. Vor allem wurden in ebenso wertvoller wie überzeugender Weise die Methoden aufgezeigt, die zu brauchbaren Ergebnissen eines Vergleichs der Hotelpreise führen. Dies ist verdienstvoll und weist weiteren Untersuchungen, die sich aufdrängen, den Weg. Walter Hunziker

Hartmann, Heinz

Amerikanische Firmen in Deutschland. (Dortmunder Schriften zur Sozialforschung, Band 23.) Köln und Opladen 1963. Westdeutscher Verlag. 230 S. Brosch. DM 22.50.

Es handelt sich bei dem vorliegenden Werk nicht nur, wie der Titel vermuten liesse, um eine Schilderung der tatsächlichen Entwicklung der amerikanischen und amerikanisierten Unternehmungen in Deutschland. Ihr ist nur das zweite der insgesamt acht Kapitel gewidmet. Hauptanliegen des Verfassers ist die Darstellung und Begründung der Tatsache, dass « über die Ausfuhr von Kapitalanlagen hinaus auch andere Exporte in die Tochtergesellschaften eingeschleust werden » (S. 13). Sie, die eingehend analysiert werden, umfasst der Autor mit dem gemeinsamen Namen Amerikanismen und belegt sie mit dem Adjektiv soziokulturell. Das darf wohl geschehen, wenn der Begriff Kultur, wie es hier der Fall ist, so weit gefasst wird, dass darunter « alle sozial ge-

prägten Äusserungen einer Gruppe » (S. 14) verstanden werden. So aufgefasst, mag auch die Bezeichnung Wirtschaftskultur angehen. Ihr «Export» umfasst neben zahlreichen Fachausdrücken und neben der «Business Philosophy» auch substantziellere Werte auf dem Gebiete der Fertigungstechnik, der Administration, das Marketing und der Werbung im besondern. Den Fragen, was davon in Deutschland importiert wurde, auf welchen Wegen die Übertragung geschah und welche Widerstände sich allenfalls dagegen erhoben, geht der Verfasser mit Eifer und Sorgfalt nach. Die Befragungen, auf die er sich dabei wenigstens teilweise stützt, erfolgten freilich auf ziemlich schmaler Basis, so dass sich Bedenken ergeben, ob die Ergebnisse genügend repräsentativ seien. Die Erhebung erfasste nämlich nur 11 amerikanische Zentralen mit je einer deutschen Niederlassung, wobei 21 leitende Angestellte am Ort der Muttergesellschaft und 52 Beschäftigte in den Zweigbetrieben befragt wurden. Aber «diese Interviews wurden ergänzt durch Gespräche mit Botschaftsangehörigen, Handelskammerpersonal und akademischen Sachverständigen in Deutschland und in den Vereinigten Staaten» (S. 39). Daneben kam dem Verfasser die Kenntnis einer umfangreichen Literatur, die Berührungspunkte mit seinem Problem zeigt, sehr zustatten.

Im Laufe seiner interessanten Ausführungen über die Gestaltung der deutschen Zweigbetriebe (Kapitel IV), die Übermittlung von Techniken (Kapitel V) und von unternehmerischem Denken (Kapitel VI) gerät der Verfasser allmählich über sein Thema hinaus. Das gilt vor allem vom letzten (VIII.) Kapitel, in dem er die Frage erörtert, wie weit es im Rahmen der Industrialisierung von wirtschaftlich zurückgebliebenen Ländern zu einer Vereinheitlichung der industriellen Kultur kommen könne und sogar kommen müsse. Mit Recht verneint er diese Frage: «Jeder Vergleich verschiedener Industriegesellschaften ergibt, dass neben wenigen, hochabstrakten Gemeinsamkeiten ein weiter Raum für Alternativen und Variationen besteht. Zumindest ausserhalb des rein technischen Bereichs besitzen diese Gesellschaften eine bemerkenswerte Freiheit in der Gestaltung der organisatorischen und moralischen Aspekte der Industrialisierung» (S. 213).

Eher zu wenig Beachtung schenkt der Verfasser meines Erachtens der offensichtlichen Tatsache, dass Amerikanismen verschiedenster Art auch auf Umwegen in die deutschen Niederlassungen amerikanischer Betriebe und übrigens darüber hinaus auch in rein deutsche Betriebe eindringen können. Um diese Umwege klarzulegen, müsste man freilich eine eigentliche Dogmengeschichte der jüngern Betriebswirtschaftslehre schreiben. Darin liesse sich nachweisen, wie weitgehend die deutschsprachige Betriebswirtschaftslehre vor allem seit dem Zweiten Weltkrieg nicht nur zahlreiche amerikanische Gedankengänge – und Modeströmungen – willig rezipiert hat. Oft hat sie aber auch originäre Beiträge geleistet, die umgekehrt in die amerikanische Wissenschaft Aufnahme gefunden haben und dann von amerikanischen Firmen reexportiert worden sind. Schliesslich würde eine freilich gleichfalls den vom Verfasser gezogenen Rahmen sprengende Untersuchung darüber zu interessanten Ergebnissen führen, wie viel europäische Ableger amerikanischer gesellschaftlicher Vereinigungen, wie etwa Rotary oder Lyons, zur Verbreitung der Business Philosophy in Deutschland (und anderswo) beigetragen haben.

Nicht zu übersehen ist sodann, dass Amerikanismen auch ausserhalb des Gebiets der Wirtschaft Eingang gefunden haben. Es kann in diesem Zusammenhang auf eine Studie hingewiesen werden, die zum Ergebnis kommt, dass «die Amerikanisierung des Deutschen wohl weiter fortgeschritten ist als allgemein angenommen wird» (*Carstensen* und *Galinsky*, Amerikanismen der deutschen Gegenwartssprache). Das stimmt nachdenklicher als die Feststellung einer Teilamerikanisierung verhältnismässig weniger

Betriebe, die übrigens bezeichnenderweise, wie der Verfasser darlegt und begründet, in der wiedererstarteten deutschen Wirtschaft auf viel grössere Widerstände stösst als in der Trümmerwirtschaft der ersten Nachkriegszeit. Theo Keller

Edelkott, Dieter

Der Konzernabschluss in Deutschland. Eine Untersuchung über seine Aussagefähigkeit und seine zweckmässige Gestaltung. (Staatswissenschaftliche Studien, N.F. Band 48.)
Zürich 1963. Polygraphischer Verlag AG. 155 S. Fr. 12.80

In der Zwischenkriegszeit, und zwar vor allem im Jahrzehnt nach Beendigung des Ersten Weltkriegs, hatte die deutsche Konzernliteratur ihre Hochblüte erlebt. Hierbei lenkte die mit der wirtschaftlichen Konzentration einhergehende übersteigerte gesellschaftsrechtliche Verschachtelung das Interesse der Wissenschaft hauptsächlich auf den juristischen Aufbau der Unternehmungszusammenfassungen. Eine diesen Konzernbindungen angemessene Offenlegung hingegen gab es in Deutschland nicht, und soweit sich die Fachliteratur mit dem Institut der Konzernbilanz befasste, baute sie doch auf den ganz anderen rechtlichen und wirtschaftlichen Voraussetzungen der angelsächsischen Länder, in denen sich der Konzernabschluss seit langem schon durchgesetzt hatte, auf.

Aber auch in der jüngeren Vergangenheit, in der die wirtschaftlichen Probleme gegenüber den juristischen in den Vordergrund gestellt wurden und in der die führenden Unternehmungen der Bundesrepublik – zum Teil gefördert durch die Einwirkungen der Besetzungsmächte, zum Teil aber auch aus der Erkenntnis einer betriebswirtschaftlichen Notwendigkeit heraus – freiwillig zur Veröffentlichung konsolidierter Ausweise geschritten sind, blieb das Schrifttum von den ausländischen Vorbildern beherrscht.

Der Verfasser der zu rezensierenden Abhandlung hat es sich deshalb zur Aufgabe gemacht, die Konzernbilanz in die spezifisch deutschen Bedürfnisse hineinzustellen, sie unter den wirtschaftlichen Bedingungen, die dort gegeben sind, zu beleuchten und, gestützt auf die Befragung von Vertretern repräsentativer Wirtschaftszweige, über die Erfahrungen zu berichten, die bis jetzt in Deutschland mit dem Konzernabschluss gemacht worden sind.

Ein Hauptanliegen der Arbeit besteht darin, die Aussagefähigkeit und den Zweck des Konzernabschlusses im Hinblick auf den derzeitigen Stand der Rechnungslegung abzugrenzen, wobei die konsolidierten Ausweise lediglich als Publikationsmittel und als Erweiterung der aktienrechtlichen Informationspflicht verstanden sein wollen. In diesem Zusammenhang gelangt der Verfasser zur Überzeugung, dass der Konzernabschluss nur als Vermögensrechnung aussagekräftig sei, während die konsolidierte Erfolgsrechnung infolge der gesetzlich zugelassenen Politik der stillen Reserven ihre Aufgabe vor allem in vertikalen Konzernen nicht erfülle und deshalb überhaupt nicht publikationswürdig sein könne. Einzig für die konsolidierten Umsatzzahlen fordert er den Ausweis innerhalb der Konzernberichterstattung. Diese dem Konzernabschluss gesetzte Beschränkung geht sicherlich zu weit. So kann eine konsolidierte Gewinn- und Verlustrechnung trotz der durch die Politik der stillen Reserven verursachten Aussage-mängel doch wertvolle Aufschlüsse über einzelne Teilgrössen (z. B. Abschreibungen, Aufwand für Löhne und Gehälter usw.) geben, und auch für den Vergleich mit ähnlichen, doch recht einheitlichen Unternehmungen ist sie unter Umständen von grossem

Wert. Abgesehen davon, dass die Unternehmungen, welche Konzernabschlüsse publizieren, sich selber das Postulat einer Begrenzung der Konzernoffenlegung auf dem Vermögensausweis meist nicht zu eigen gemacht haben, sollte im Interesse der Öffentlichkeit, der Wissenschaft und der an den Unternehmungen finanziell Beteiligten nicht von der Theorie her der Weg für eine Verbesserung der Information verbaut werden. Gerade umgekehrt müssten die Anstrengungen darauf gerichtet sein, trotz der vorhandenen Hemmnisse die Berichterstattung auch im Bereich der Erfolgsrechnung entwickeln zu helfen.

In der zweiten Hälfte des Buches befasst sich der Autor mit der konkreten Gestaltung des Konzernabschlusses unter den in der Bundesrepublik herrschenden Verhältnissen, wobei er auch den Bestrebungen zur Reform des deutschen Aktienrechts die gebührende Beachtung schenkt. Die Konzernbilanz ist auf unserem Kontinent noch am Anfang ihrer Entwicklung. Es liegt damit in der Natur der Sache, dass der Verfasser die aufgeworfenen Fragen nicht abschliessend und auch nicht durchwegs befriedigend zu beantworten vermochte. So sei nur am Rande kritisch vermerkt, dass er dem Fehler, für die einzelnen Konzerngesellschaften relevante Aspekte auf die Ebene des Konzernabschlusses zu übertragen, nicht ganz entgangen ist (z. B. auf S. 122/123, wo er die Aktivierung von stillen Reserven der Untergesellschaft, welche die Obergesellschaft beim Beteiligungserwerb vielleicht mitbezahlt hatte und die im Buchwert der Beteiligungen eingeschlossen sind, in der Konzernbilanz mit dem Hinweis auf das Vorsichtsprinzip und den Gläubigerschutz – also mit Ansprüchen, die der Kapitalerhaltungsrechnung entnommen sind – zurückweist).

Diese Einwendungen können allerdings das Verdienst des Autors, wesentliche Probleme der Konsolidierung unter wirklichkeitsnahen Voraussetzungen neu aufgegriffen zu haben, nicht schmälern. Es bleibt vielmehr zu hoffen, dass die Arbeit eine rege Diskussion der offenen Fragen auslösen wird und dass vor allem auch die Wirtschaftspraxis zum eigenen Nutzen die Gelegenheit ergreift, ihre bei der Erstellung von Konzernabschlüssen gewonnenen Erfahrungen mitzuteilen und so einen Beitrag zum Ausbau und zur Vereinheitlichung der Theorie der Konsolidierung unter den im freien Kontinentaleuropa gültigen Bedingungen zu leisten.

Benno Lutz

Arnim, Clemens von

Die Preisdifferenzierung im Eisenbahngüterverkehr, ihre theoretische und wirtschaftspolitische Begründung. (Kieler Studien, Band 61.) Tübingen 1963. J.C.B.Mohr. IV, 102 S. DM 10.–.

Die Auseinandersetzung um die Preisgestaltung im Eisenbahngüterverkehr erhielt durch die Bemühungen um eine gemeinsame europäische Verkehrspolitik im Rahmen der EWG neuen Auftrieb. Auf der einen Seite stehen die Vertreter der Grenzkostentarife, angeführt durch die französischen «Marginalisten», denen gegenüber die Ausrichtung der Tarife nach der Elastizität der Nachfrage insbesondere von den holländischen Eisenbahnen verteidigt wird. Im Mittelpunkt dieser Kontroverse steht die sogenannte Preisdifferenzierung, also verschiedene Preise für an sich gleiche Leistungen, der von der einen Seite eine falsche Verteilung der ökonomischen Ressourcen und von der Gegenseite die entscheidende Erhöhung der Effizienz der Verkehrsmittel zugeschrieben wird. Es liegt nahe, dass diese schlussendlich volkswirtschaftliche Fragestellung in einer Darstellung, die sich auf die Gütertarife der Eisenbahnen beschränkt, nicht erschöpfend behandelt werden kann.

In einem ersten Abschnitt gibt der Verfasser eine Übersicht über die Modelltheorie der Preisdifferenzierung, um im nachfolgenden Abschnitt die "Welfare Economics" zu behandeln. Er widerlegt die Behauptung der Grenzkostentheoretiker, sie seien im Besitz einer theoretisch einwandfreien Konzeption zur optimalen Verwirklichung der Wohlfahrt und kommt zum Schluss, dass es « ausserordentlich schwierig sei, mit Hilfe der Welfare-Theory die generelle Überlegenheit der Grenzkostenpreisbildung » nachzuweisen (S. 57). In den folgenden Abschnitten wird dann die wohlfahrtsökonomische Betrachtungsweise ausser acht gelassen und geprüft, inwieweit wirtschaftspolitische Grundsätze und die Struktur des Eisenbahnunternehmens eine mehr nach den Grenzkosten oder mehr nach der Nachfrage orientierte Preispolitik präjudizieren und ob die Preisdifferenzierung vom Gesichtspunkt des Wettbewerbs zwischen den Verkehrsmitteln und einer gesamtwirtschaftlichen optimalen Verkehrsteilung wünschenswert ist. Das Buch gibt auf Grund der Literatur, die in vielen und längeren Zitaten ausgiebig zum Wort kommt, einen interessanten, wenn auch nicht abschliessenden Überblick über den Stand der Diskussion. Zu wünschen gewesen wäre eine etwas straffere Gliederung des Stoffes, was dem Leser die Lektüre bedeutend erleichtert hätte.

P. Strässle

Schmidt, Ralf-Bodo

Die Gewinnverwendung der Unternehmung. (Betriebswirtschaftliche Forschungsergebnisse, hg. von Prof. Dr. Erich Kosiol, Band 19.) Berlin 1963. Duncker & Humblot. 242 S. Geb. DM 38.60.

Die Volkswirtschaftslehre geht davon aus, dass der Zweck der Unternehmung ist, den Kapitalgebern ein Einkommen zu verschaffen. Die empirische Wirklichkeit, insbesondere der grossen Unternehmung mit vielen Publikumsaktionären, weicht von dieser Vorstellung weitgehend ab. Es sind keineswegs die Interessen der Aktionäre als Kapitalgeber, die in ihr vorwiegend gewahrt werden. (Die vorliegende Arbeit zitiert hierzu eine Untersuchung, nach welcher bei Gewinnrückgängen zuerst die Dividende, anschliessend die « freiwilligen Zuwendungen zu Gunsten der Belegschaft (Pensionskassen u. dgl.) und zuletzt die Bezüge der Verwaltung herabgesetzt werden, N. 45 S. 216.) Andererseits hat sich die Betriebswirtschaftslehre, sehr wahrscheinlich aus einer gewissen Scheu heraus, als « kapitalistische Profitlehre » diffamiert zu werden, lange Zeit dagegen gesträubt, vom Gewinnstreben als Motor des unternehmungsweisen Wirtschaftens gebührend Kenntnis zu nehmen und die damit zusammenhängenden Fragen aus dem Gesichtspunkt der Einzelwirtschaft heraus unbefangen und rein sachlich gründlich zu untersuchen.

Die Arbeit Schmidts liefert einen wesentlichen Beitrag zur Abklärung dieses Fragenkreises. Der erste Hauptabschnitt befasst sich mit dem verwendungsbereiten Gewinn. Der Verfasser betont mit Recht, dass alle Gewinnverwendungen finanzwirksam sind, d. h. die Liquidität der Unternehmung beeinflussen. Diese Tatsache begründet das Anschaffungswert- und Realisationsprinzip bei der Erfolgsermittlung. Nur der auf Barerträgen beruhende Gewinn kann zu Gewinnauszahlungen verwendet werden, blosser Bewertungs- und Papiergewinne können höchstens das rechnungsmässige Eigenkapital vermehren.

Der Verfasser kommt auch auf das heute sehr aktuelle Problem der Substanzerhaltung zu sprechen. Er verlangt, dass allfällige Substanzerhaltungsrücklagen als Gewinnverwendung behandelt würden und nicht von vorneherein den berechneten Gewinn schmälern sollten. Dieser Standpunkt ist für die verschiedenen Formen der sogenannten

materiellen Kapitalerhaltungsrechnung einleuchtend, bei denen die Erhaltung eines mengenmässig umschriebenen Aktivenbestandes angestrebt wird. Bei realer Kapitalerhaltung, wobei die gesamte Wirtschaftsrechnung nicht mehr in staatlichen Währungseinheiten, sondern in irgendwie anderes definierten Einheiten, wie einem Index- oder «Commodity»-Franken vorgenommen wird, entstehen dagegen, verglichen mit der herkömmlichen Rechnung, keine grundsätzlich neuen Probleme.

Der zweite Hauptabschnitt behandelt die Gewinnverwendungsarten. Schmidt unterscheidet Gewinnreservierung, d. h. Überbrückung der verhältnismässig kurzen Frist zwischen Gewinnentstehung im Sinne von gewinnwirksamem Bargeldeingang bis zur Gewinnauszahlung, Gewinninvestition, d. h. langfristiges Festlegen der Barmittel, und Gewinnausschüttung. Es ist nicht zu verkennen, dass Gewinnreservierung nichts anderes als Fragen der kurzfristigen Finanzgebarung mit sich bringt. Die von Schmidt unter diesem Titel behandelten Probleme treten genau gleich auf, wenn Schulden innert verhältnismässig kurzer Frist (etwa 6-24 Monate) rückzahlbar sind und bereits verfügbare Barmittel für diese Zeit möglichst nutzbringend verwendet werden sollen. In ähnlicher Weise unterscheiden sich die Probleme der Gewinninvestition nicht von denjenigen der Investition überhaupt.

Im Unterabschnitt über die Gewinnausschüttung dagegen werden wesentlich neue Gesichtspunkte entwickelt. Insbesondere systematisiert Schmidt die verschiedenen Arten von Ansprüchen auf Gewinnauszahlung; sie leiten sich nicht nur aus dem (Kapital-) Eigentum, sondern auch aus der unternehmerischen Leistung (Direktionstantiemen) und der Sozialstruktur (Zuwendungen an die Belegschaft) her. Das Abwägen zwischen diesen Anforderungen ist eine wichtige Aufgabe der Unternehmungspolitik, die gleichrangig neben den anderen Aufgaben, wie Beschaffung, Herstellung, Absatz, Finanzierung steht.

Der dritte Hauptabschnitt zeigt, wie die Gewinnverwendungsentscheidung zustandekommt. Sie ergibt sich als Resultierende der verschiedenen Einflüsse, die durch die Interessenlage der Beteiligten (Kapitalgeber, Verwaltung und Belegschaft) ausgelöst werden. Ferner unterliegt sie Einwirkungen Dritter (z. B. des Staates über die Gewinnsteuern, von Banken als Kreditgeber). Schmidt dringt in diesem Abschnitt in die Einzelheiten ein; beispielsweise begnügt er sich nicht damit, bei den Kapitalgebern die beiden herkömmlicherweise unterschiedenen Gruppen der Anlage- und Spekulationsaktionäre zu unterscheiden, sondern zeigt, dass innerhalb dieser Typen weitere Differenzierungen vorzunehmen sind. Weiter erwähnt er die öfters vorkommenden gebundenen Gewinnverwendungen aus Gewinnabführungs- und Poolverträgen, Besserungsscheinen, Dividendengarantien u. dgl.

Im Schlusswort sieht der Verfasser die Hauptaufgabe in der Entwicklung eines «Gewinnverwendungskalküls» und dies insbesondere für die verhältnismässig kurzfristigen, vorübergehenden Gewinnverwendungen. Es erscheint fraglich, ob hier ein wesentlich neues Problem vorliegt. Das Lavieren zwischen rentabler Festlegung von Mitteln und dem Zwang, Verpflichtungen bei ihrer Fälligkeit begegnen zu können, ist ein allgemeines Problem der finanziellen Unternehmungsführung, das sich auch aus dem Bestehen von Schulden ohne irgendwelche Gewinnverwendungen ergibt und mit den gebräuchlichen Verfahren der Investitionsrechnung behandelt werden kann. Das betriebswirtschaftlich Besondere bei der Gewinnverwendungspolitik ist, dass das Schaffen neuer Auszahlungsverpflichtungen dem weitgehend freien Entscheid der Beteiligten überlassen bleibt. Das wesentliche Verdienst der Arbeit Schmidts scheint uns darin zu liegen, dass sie versucht, das Entstehen dieses Entscheids systematisch zu untersuchen.

Rudolf Borkowsky

Betriebsformen in der Landwirtschaft. Systematischer Teil einer Agrarbetriebslehre. Stuttgart 1964. Verlag Eugen Ulmer. 426 S. DM 38.—.

Der vielgereiste Autor, der schon durch verschiedene grössere und kleinere betriebswirtschaftliche Publikationen bekannt geworden ist, vertritt die Auffassung, dass die landwirtschaftliche Betriebslehre zu einem wesentlichen Teil Betriebstypenlehre ist und jedenfalls auf Hochschulebene sein sollte. Unter Betriebsformen versteht man die Formen des landwirtschaftlichen Betriebes oder einzelner seiner Teile. Dieser Terminus steht also als übergeordneter Begriff für Betriebssysteme, Bodennutzungssysteme, Formen der Viehhaltung, Fruchtfolge u. a. m. So wird der Begriff Betriebsform auch in der schweizerischen landwirtschaftlichen Betriebslehre angewendet. Die Betriebsform umfasst sowohl das Bodennutzungssystem wie das Verwertungssystem und die gesamte Produktionsorientierung.

In Deutschland wurden bisher im wesentlichen nur Bodennutzungssysteme klassifiziert. Mangels einer Klassifizierungsmethode für Betriebssysteme hat man dann jahrzehntelang versucht, mit Hilfe von Bodennutzungssystemen zugleich auch den Aufbau ganzer Betriebe zu kennzeichnen. Man unterstellte also, dass bestimmten Bodennutzungssystemen auch bestimmte Viehhaltungssysteme zugeordnet seien. Das trifft aber heute nach Ansicht des Autors noch weit weniger als früher zu, weil sich die Bindung zwischen Bodennutzung und Nutztviehhaltung im Zuge der Entwicklung lockerte. — Die Feststellung, dass ein Betrieb zur Kategorie der Futterbauwirtschaften gehört, sagt noch nichts über seine Bewirtschaftungsintensität und damit seinen Viehbesatz und lässt ausserdem im Ungewissen darüber, ob die Rindviehhaltung mehr auf Milchproduktion, Aufzucht oder Rindermast gerichtet ist. Es fehlte also bislang an einer Handhabe, um die Formenvielfalt landwirtschaftlicher Betriebe insgesamt zu systematisieren, und das betrachtet der Autor als einen schwerwiegenden Mangel der deutschen landwirtschaftlichen Betriebslehre.

In diesem Buch wird nun ein erneuter Versuch unternommen, zu einer befriedigenden Systematik zu gelangen. Nur mit Hilfe einer ordnenden, systematischen Übersicht könne der Einzelfall zutreffend beurteilt und gewertet werden; das gilt für die Praxis, Beratung und Verwaltung nicht weniger als für die Wissenschaft.

Im ersten Teil der grossangelegten Übersicht wird der landwirtschaftliche Betrieb im Spannungsfeld der Kräftegruppen dargestellt. Z. B. die Ursachen der Verbundproduktion in der Landwirtschaft: Arbeitsausgleich, Fruchtfolge, Düngerausgleich usw.; die Ursachen der räumlichen Differenzierung der Betriebsformen: natürliche Produktionsbedingungen, Persönlichkeit des Betriebsleiters, Verkehrslage des Betriebes; die Ursachen der zeitlichen Wandlung der Betriebsformen, wobei auch die Preis-Kostenentwicklung und der technische Fortschritt dazugekommen sind. Dann folgt eine Standortcharakteristik der europäischen Landwirtschaft: natürliche Standortbedingungen, wirtschaftliche Standortbedingungen.

Im Abschnitt «Zur Methodik der Abgrenzung und statistischen Erfassung von Betriebsformen» wird auf die wahrhaft weltweite Schau von *Ernst Laur* in «Einführung in die Wirtschaftslehre des Landbaues» (Berlin 1930) hingewiesen, worin auf die Volksdichte und Klimamerkmale zur Abgrenzung von Wirtschaftszonen des Weltverkehrs, von der marktfernen Karawanenzone bis zu den marktnahen Betriebstypen der Wohnzone, hingewiesen wird. Diese weltweite Übersicht genüge aber nicht bei kleinräumiger Betrachtungsweise, weil bei dieser Verkehrslage, Volksdichte und Klima unter anderen Standortsfaktoren an Bedeutung verlieren, die jetzt dominierenden Faktoren nicht

alle leicht zu messen sind und endlich, weil ganz verschiedene Kombinationen der Standortfaktoren gleiche Betriebsformen hervorzurufen vermögen. Andreae bringt deshalb andere Methoden sowohl zur Abgrenzung von Bodennutzungssystemen als zur Abgrenzung von Viehhaltungssystemen in Vorschlag. Sie sind so gewählt worden, dass sie zueinander in vollem Einklang stehen, wobei die wichtigsten Betriebszweige mit Wägezahlen versehen werden, z. B. Futterbau und Getreidebau = 1, Hackfruchtbau 5, Sonderkulturen 20, Milchkühe 3, Jungrinder 1, usw. Die Summe von « Anbaugewicht » und « Nutzviehwiecht » ergibt dann das Betriebsgewicht, und die Systembenennung erfolgt mit 3 Buchstaben nach Leitbetriebszweig, Begleitbetriebszweig und evtl. Zusatzbetriebszweig. Die Nennung von Begleit- und Zusatzbetriebszweig unterbleibt, sobald der Leitbetriebszweig mindestens $\frac{2}{3}$ des Betriebsgewichtes erreicht.

Mit Hilfe dieser wirklichkeitsnahen Systematisierung werden dann nicht nur die Fruchtfolgesysteme, Bodennutzungssysteme und Viehhaltungssysteme, sondern auch die landwirtschaftlichen Betriebssysteme in Europa und Übersee an Hand eines sehr umfangreichen Buchhaltungsmaterials und vielen persönlichen Erhebungen des Autors dargestellt nach den bedeutendsten Klimagebieten der Erde. So werden unterschieden: landwirtschaftliche Betriebssysteme in den Trockengebieten, Betriebssysteme in den Subtropen, Betriebssysteme im ozeanischen Klima, im kontinentalen Laubwaldklima wie im Nadelwaldklima. Besonders interessant sind die Darlegungen über das geographische Raumbild europäischer Betriebssysteme.

Am Schluss der Arbeit erfolgt noch eine Übersicht über kleinräumige Differenzierung landwirtschaftlicher Betriebsformen und über die Anpassungsprozesse der Betriebssysteme im technischen Zeitalter und in grösseren Wirtschaftsräumen. An die Diagnose schliesst sich die Prognose an, insbesondere wird zu zeigen versucht, welches betriebswirtschaftliche Instrumentarium dem Landwirt zur Verfügung steht, um dem steigenden Lohnniveau und den wachsenden Einkommenserwartungen des europäischen Bauernstandes Rechnung zu tragen, und in welcher Weise von diesem Instrumentarium in verschiedenen Betriebsgrössen, Klassen und Bodenklimagebieten durch Anpassung der Betriebssysteme Gebrauch zu machen ist.

Die dem Werke beigeschlossenen 5 Buntkarten über die agrarräumliche Gliederung des Untersuchungsgebietes vervollständigen die ganze Untersuchung in recht glücklicher Weise. Mehr als eine Gesamtschau über die betriebswirtschaftlichen Verhältnisse bzw. das mehr oder weniger Typische dieser Verhältnisse in einzelnen Gebieten vermag aber auch diese sehr wertvolle Untersuchung nicht zu bieten, und dem Faktor «Mensch in der Landwirtschaft» kommt immer noch grosse, individualisierende Bedeutung zu.

Oskar Howald

Bergier, Jean-François

Genève et l'économie européenne de la Renaissance. Vol. I. Paris 1963. S. E. V. P. E. N.
520 p. Fr. 50.—.

Werke, in welchen die wirtschaftliche Entwicklung einer Stadt oder Landschaft der heutigen Schweiz in einen europäischen Rahmen gestellt wird, sind verhältnismässig selten zu finden. Um so mehr wird man es begrüssen, dass der Verfasser sich zu diesem Schritt entschloss. Im vorliegenden ersten Band wird die Stellung Genfs in der mittelalterlichen Wirtschaft geschildert. Neben den Beziehungen der Stadt zu ihrer unmittelbaren Umgebung und zu benachbarten Wirtschaftslandschaften werden naturgemäss

auch deren Fernbeziehungen untersucht. Unter diesen treten – Bergier ist ein Schüler von *Fernand Braudel* – diejenigen zum mediterranen Raum besonders in den Vordergrund. Um seiner Darstellung einen möglichst weiten Rahmen geben zu können, war der Verfasser nicht nur zum Studium eines imponierend umfangreichen Schrifttums verpflichtet, sondern er hat überdies das einschlägige Quellenmaterial in den Archiven von Genf, Chambéry, Paris, Lyon, Avignon, Turin, Mailand, Genua, Florenz und Lucca konsultiert. Er ist mit einer Gründlichkeit vorgegangen, zu der man ihn nur beglückwünschen kann.

In den beiden ersten Kapiteln wird die Rolle der Alpen im mittelalterlichen Gütertausch Europas untersucht, und es wird auf die erste uns näher bekannte Einwanderung von Handelsleuten aus den Regionen südlich dieses Gebirges in Genf, auf die Lombarthen und Piemontesen sowie auf deren wirtschaftliche Bedeutung für die Stadt hingewiesen. In knappen Zügen werden weiter jene Wirtschaftslandschaften am Alpenordfuss charakterisiert, mit denen Genf in Beziehung stand. Die Verbindungen der ländlichen Umgebung mit der Stadt und die Bedeutung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse für den städtischen Markt werden in einem weiteren Kapitel untersucht, wobei auch auf die Preisbewegungen von Getreide und Wein eingegangen wird. Vermutlich war es nicht möglich, mittels einer Karte über die Verbreitung des Genfer Getreidemasses die Reichweite des städtischen Marktes anschaulich zu machen, wie dies für die Märkte von Schaffhausen und Zürich gelungen ist.

In ausführlicher Weise wird in den folgenden Abschnitten auf die Verkehrslage Genfs, auf die mittelalterlichen Verkehrsverhältnisse zu Wasser und zu Land, auf die Verkehrsmittel und auf die Zollverhältnisse eingetreten, wobei durchaus richtig von der Höhe der Zolleinnahmen der einzelnen Zollstationen auf die Verkehrsintensität geschlossen wird.

Der zweite Teil dieses ersten Bandes ist den Messen Genfs gewidmet. Die Art der auf den Genfer Messen gehandelten Waren war durch die Untersuchungen *Borels* und *Ammanns* schon zu einem guten Teil bekannt. Doch ist Bergier in der Lage, unsere bisherigen diesbezüglichen Kenntnisse sowie auch diejenigen über das Einzugsgebiet dieser Märkte in wertvoller Weise zu ergänzen. Für den beidseitigen Gütertausch zwischen Oberdeutschland und Südfrankreich-Nordspanien bilden auch heute noch die Veröffentlichungen über die Grosse Ravensburger Handelsgesellschaft und die Diesbach-Watt-Gesellschaft die wesentliche Grundlage. Weit bedeutender dürfte jedoch der gegenseitige Handelsverkehr zwischen Flandern-Brabant und der Apenninenhalbinsel gewesen sein, sind doch nordwesteuropäische Tuche bereits im 12. Jahrhundert nach Italien gelangt. Wenig hören wir über die Beziehungen Basels zur schweizerischen Rhonestadt, obgleich solche während der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts zweifellos bestanden haben. Charakteristisch für die Genfer Messen ist die Tatsache, dass der Eigenhandel der Stadt an denselben gegenüber dem fremden Fernhandel unbedeutend blieb, wenn es auch Bergier gelungen ist, einige weitere in Genf ansässige kleinere Handelsgesellschaften ausfindig zu machen.

Das Hauptgewicht legt jedoch der Verfasser in seiner Darstellung auf die an den Genfer Messen getätigten finanziellen Operationen, und in dieser Hinsicht ist er in der Lage, bisher unbekannt Einzelheiten über den Charakter der insbesondere von Florentiner Bankhäusern und in erster Linie über denjenigen der vom Genfer Zweiggeschäft der Medici und von dessen Teilhabern getätigten Bank- und Wechseloperationen mitzuteilen. Es zeigt sich, dass der Platz Genf nicht nur zum «Clearing house» für den internationalen Wechselverkehr, sondern auch zum Transitplatz für den zwischen Nordwesteuropa und dem Orient existierenden Goldtraining wurde.

Endlich verdient die Ansicht des Verfassers über die Ursachen des Niedergangs der Genfer Messen hervorgehoben zu werden. Die ersten Anzeichen einer Rezession stellt er bereits nach 1450 fest, zeigt aber andererseits, dass die Massnahmen Ludwigs XI. gegen diese Messen nicht allein deren endgültigen Niedergang ausgelöst haben. Dieser ist vielmehr der Konkurrenz anderer Messen und dem allgemeinen Konjunkturrückgang gegen 1500 sowie politischen Faktoren zuzuschreiben.

Bergiers Werk ist ein bedeutender Beitrag zur Wirtschaftsgeschichte unseres Landes. Der Wirtschaftshistoriker sieht mit grossem Interesse der Veröffentlichung des zweiten Bandes entgegen.

Walter Bodmer

Lütge, Friedrich

Studien zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte. Gesammelte Abhandlungen. (Forschungen zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Band 5.) Stuttgart 1963. 397 S. Gustav Fischer Verlag. Geb. DM 38.—.

Der vorliegende Sammelband des durch zahlreiche Forschungen auf dem Gebiete der Sozial- und Wirtschaftsgeschichte bekannten deutschen Autors Friedrich Lütge umfasst zehn Aufsätze. Es handelt sich vorwiegend um Abhandlungen, welche früher in den «Jahrbüchern für Nationalökonomie und Statistik» erschienen, inzwischen kritisch überprüft, ergänzt und verbessert worden sind. Im Rahmen einer Rezension ist es leider nicht möglich, auf alle Beiträge einzugehen. Wir greifen einige Aufsätze heraus, welche nicht nur von allgemeinem Interesse sind, sondern vor allem den schweizerischen Leser interessieren.

Unter dem Titel «Luthers Eingreifen in den Bauernkrieg, in seinen sozialgeschichtlichen Voraussetzungen und Auswirkungen» (S. 112–144) wird ein Thema aufgegriffen, welches wegen des Zusammenhanges mit dem Schweizer Bauernkrieg für uns aktuell ist. Es zeigt sich, wie Handlungen und Entscheidungen rein religiöser Natur für die politische und wirtschaftliche Geschichte von grösster Bedeutung sein können. Lütge kommt zum Schluss, dass *Luther* durch seine religiösen Entscheidungen tiefer in die wirtschaftliche und politische Entwicklung eingegriffen hat, als es der grösste Staatsmann oder der bedeutendste Wirtschaftspolitiker hätte tun können.

Zu den wirtschaftlichen, sozialen und soziologischen Voraussetzungen, welche für den industriellen Aufstieg einer Nation notwendig sind, zählen u. a. auch Umwälzungen im Agrarsektor. Die Abhandlung «Über die Auswirkungen der Bauernbefreiung in Deutschland» (S. 174–222) vermittelt eine gründliche Einsicht in die deutschen Verhältnisse. Die reformerisch-revolutionären Ideen finden zunächst nur vorübergehend in der napoleonischen Ära und um 1848 Eingang in das eigentliche Bauerntum. Deutschland folgt nicht dem englischen Beispiel; die Landwirtschaft wird nicht der Industrie und den weltwirtschaftlichen Überlegungen ausgeliefert. Zugleich stellt sich aber die Aufgabe, das Agrarproblem nicht rein wirtschaftlich, sondern im Rahmen einer das gesamte sozialwirtschaftliche Leben umfassenden Gesellschaftspolitik zu behandeln.

«Das 14./15. Jahrhundert in der Sozial- und Wirtschaftsgeschichte» (S. 281–335) ist eine Abhandlung, welche von allgemeinem Interesse ist, nicht nur für die Sozial- und Wirtschafts-, sondern für die Geschichte schlechthin. Der Anstoss zu der neuen Entwicklungsphase, im Anschluss an das sogenannte Hochmittelalter, geht von den grossen Seuchenzügen und ihren Auswirkungen auf das gesamte Sozial- und Wirtschaftsleben aus. Die wichtigste Auswirkung des «Schwarzen Todes» ist das schlag-

artige Aufhören der Ostkolonisation, welche erst ein Jahrhundert später neu einsetzt. Angesichts der stärkeren Intensivierung der gewerblichen und agrarischen Erzeugung ist das Verhältnis zwischen Bevölkerungswachstum und Nahrungsmittelspielraum ganz anders, als etwa um 1350 und später um 1800.

Die Bevölkerungskatastrophe hat zur Folge, dass die Städte einen steilen Aufschwung erleben, während die Landwirtschaft eine Krise durchmacht. Im Mittelpunkt des Interesses und für die Geschichte besonders wichtig steht die Schlussfolgerung von F. Lütge, dass das Mittelalter nicht um 1500, sondern bereits um 1350 zu Ende gehen soll. Um die Mitte des 14. Jahrhunderts werden geistige, soziale und wirtschaftliche Lebensformen zerstört, welche im Kern bis auf die Karolingerzeit zurückgehen. Die Entwicklung des 15. und des 16. Jahrhunderts, die so neuartig erscheint, wird um 1350 geboren und erfährt während des Dreissigjährigen Krieges einen neuen Einbruch.

Dieser Einbruch wird im Aufsatz « Die wirtschaftliche Lage Deutschlands vor Ausbruch des Dreissigjährigen Krieges » (S. 336–395) einer eingehenden Behandlung unterzogen. In dieser Zeit sucht man in Deutschland nach Wegen, der zunehmenden Bevölkerung vermehrt Produktions- und Konsumgüter zur Verfügung zu stellen. Die Notwendigkeit neuer Produktionsmethoden wird erkannt. Deutschland findet den Anschluss an die neue Weltwirtschaft, ohne eine Kolonialmacht zu sein. Der Luxusverbrauch steigt, und Investitionen werden in einem wachsenden Ausmass durchgeführt. Nach Ansicht von Lütge sind die Investitionsquoten und die Gewinne hoch gewesen. Es ist die Ansicht des Rezensenten, dass somit mehrere Voraussetzungen erfüllt sind, welche mit zu den wesentlichen Bedingungen des industriellen Aufstiegs zählen, welcher nach *W. G. Hoffmann* in Deutschland erst um 1830 einsetzt.

Es ist zu begrüßen, dass die für die deutsche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte so wertvollen Abhandlungen vom Verfasser einer ergänzenden Bearbeitung unterzogen und der Öffentlichkeit in einem Sammelband zugänglicher gemacht worden sind. Lütges Forschungen sind nicht nur für die deutsche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte wichtig, sondern ganz allgemein von Interesse.

Walter Wittmann